

Gazette officielle du Québec

Partie 1

Avis
juridiques

120^e année

26 novembre

1988

No 48

Québec 

Gazette officielle du Québec

Partie 1 Avis juridiques

120^e année
26 novembre 1988
No 48

Sommaire

Aménagement et l'urbanisme, Loi sur l'
Avis divers
Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil, Loi sur le
Code de procédure civile
Compagnies, Loi sur les
Compagnies étrangères, Loi sur les
Déclarations des compagnies et sociétés, Loi sur les
Inspecteur général des institutions financières
Ministères, Avis concernant les
Proclamation(s)
Renseignements sur les compagnies, Loi concernant les
Ventes par shérif
Ventes pour taxes, avis de publication

AVIS AUX ANNONCEURS

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le Gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes. La première, intitulée « Avis juridiques », est publiée au moins à tous les samedis; la deuxième, intitulée « Lois et règlements », est publiée en français et en anglais au moins à tous les mercredis.

Contenu:

La Partie 1 de la *Gazette officielle* contient les avis juridiques dont la publication est requise par des lois ou des règlements ou encore par le gouvernement. Elle est publiée en français seulement.

Normes de recevabilité:

Les avis doivent contenir le minimum d'information requis par les lois et règlements qui régissent leur publication. On peut se référer à la *Gazette officielle* pour y retrouver des avis déjà publiés et les utiliser comme modèles. Les avis doivent être dactylographiés. Les annonceurs doivent fournir une lettre d'accompagnement indiquant clairement leurs nom et adresse, leur numéro de téléphone et le nombre de publications requises pour chaque avis.

Conditions générales:

Les manuscrits doivent être reçus au bureau de la *Gazette officielle* au plus tard à 12 h, le jeudi précédant la semaine de publication. Les avis reçus après cette date seront reportés à l'édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec se réserve le droit de retarder ou de refuser la publication de certains documents, à cause de leur longueur, de leur mauvaise formulation ou pour toute autre raison d'ordre administratif.

Les frais de publication sont payables à l'avance et doivent être acquittés par mandat ou par chèque émis à l'ordre de: « Les publications du Québec ». Un exemplaire de la *Gazette officielle* est automatiquement expédié comme preuve de publication pour chaque avis publié.

Toute demande d'annulation doit être faite par écrit et être reçue avant l'heure de tombée. Les frais déjà encourus sont facturés à l'annonceur à qui l'on rembourse tout montant versé en trop.

Si une erreur typographique se glisse dans une première publication, les annonceurs sont priés d'en aviser le responsable de la *Gazette officielle* avant la seconde

publication. Les demandes de corrections au texte original doivent aussi être faites par écrit et être reçues avant l'heure de tombée.

Tarif de publication

Le tarif de publication est de 0,70 \$ la ligne agate quel que soit le nombre de parutions.

Tarif de traduction

Le tarif de traduction est de 20 \$ les 100 mots.

Tarif pour les feuilles volantes

Le prix de vente pour les feuilles volantes est de 6 \$ la douzaine.

Prix à l'exemplaire

Le prix d'un exemplaire de la *Gazette officielle du Québec* est de 4,40 \$.

Les demandes de publication d'avis doivent être adressées comme suit:

Division de la *Gazette officielle*
1279, boul. Charest Ouest, 9^e étage
Québec G1N 4K7
Téléphone: (418) 643-1328

Abonnements

Tous les abonnements sont payables à l'avance. Faire parvenir votre chèque ou mandat-poste émis à l'ordre de « Les Publications du Québec ». Aucune réclamation après 90 jours.

Tarif d'abonnements

Partie 1 « Avis juridiques »: 53 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Lois et règlements »: 77 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Laws and Regulations »: 77 \$ pour 12 mois.

Toute correspondance concernant les abonnements doit être adressée au:

Ministère des Communications
Service des abonnements
531, rue Deslauriers
Saint-Laurent H4N 1W2
Téléphone: (514) 337-8361

Prière de faire part de tout changement d'adresse six semaines avant la date du déménagement et de retourner l'étiquette portant l'ancienne adresse.

TABLE DES MATIÈRES

AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME — LOI SUR L'

M.R.C. DE DRUMMOND (<i>Désaveu partiel du Règlement de contrôle intérimaire</i>)	4581
M.R.C. DE ROUYN-NORANDA (<i>Désaveu partiel du Règlement de contrôle intérimaire</i>)	4581

AVIS DIVERS

CHEVALIERS DE COLOMB DU CONSEIL SAINT-BRIGITTE-DE-MARIA, NUMÉRO 9885	4581
CHEVALIERS DE COLOMB DU CONSEIL SAINT-ÉTIENNE-DE-LAUZON, NUMÉRO 9883	4581
CHEVALIERS DE COLOMB DU CONSEIL STE-ANNE DE PORTNEUF, NUMÉRO 9858	4581
COMMISSION SCOLAIRE DE LE GARDEUR (<i>Rachat d'obligations</i>)	4581
LA PERSONNELLE VIE, CORPORATION D'ASSURANCE (<i>Formation</i>)	4582
PAROISSE DE SAINT-CLOTILDE-DE-HORTON (<i>Mutations immobilières, L.R.Q., c. M-39</i>)	4582
SUCCESSION KROUM BARAKOV (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	4583
SUCCESSION LINDA SMITH (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	4583
SUCCESSIONS GAÉTAN LESSARD, ODETTE POULIN ET GUILLAUME LESSARD (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	4583
VILLE DE VAL-D'OR (<i>Rachat d'obligations</i>) (<i>Erratum</i>)	4640

CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL —

LOI SUR LE DEMANDES

Albertine Desaulniers	4583
Alphonse Hervieux	4583
Candace Lynda Mandiuk	4583
Charles Edward Stephen	4583
Christine Bernier	4583
Daniel Faidra Efraimidis	4584
Eugenia Xenos	4584
Gee Young Wong	4584
Gemma Gingras	4584
Gérardine Lapointe	4584
Gilles Chiasson	4584
Giuseppa Platania	4584
Jean-Pierre Jacques Robert Mamy	4584
Joseph Louis-Philippe Origen Laprise	4584
Joseph-Dominique-France Côté	4584
Jung-Soo Kim	4585
Lise Bellerive	4585
Marc Hébert	4585
Marie Bérénice Béranger	4585
Marie Juliet Roy	4585
Marie Monique Ferlande Sylvie Laverdière	4585
Marlène Labrie	4585
Monique Desalliers	4585
Nicole Poudrier (Nicole Trotter)	4585
Ricky Cooper	4585
Robert Sylvestre	4585
Roméo Bergeron	4585
Sandra Theresa Marshall	4586

Siu Chung Li	4586
Toye Fing Sew	4586

CODE DE PROCÉDURE CIVILE (Article 139)

PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. DANIEL DESROSIERS (<i>Assignment</i>)	4586
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. EARL RUBINSTEIN (<i>Assignment</i>)	4586
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. FRANCINE ROY (<i>Assignment</i>)	4586
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. FRANCIS PAUL COXHEAD (<i>Assignment</i>)	4586
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. GERRY SAMULOVITCH (<i>Assignment</i>)	4587
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. JEAN MARC STE-MARIE (<i>Assignment</i>)	4587
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. LAWRENCE BRISTOWE (<i>Assignment</i>)	4587
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. MICHEL LALANCETTE (<i>Assignment</i>)	4587
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. MIRLENE SEIDE (<i>Assignment</i>)	4587
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. PETER KOZLOWSKI (<i>Assignment</i>)	4587
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. SYLVAIN LÉVESQUE (<i>Assignment</i>)	4588

COMPAGNIES (PARTIE IA) — LOI SUR LES DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE

CONSTITUTION	4589
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONTINUATION	4603
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE FUSION	4604
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE MODIFICATION	4605
SPACONCEPT BROMONT INC. (<i>Erratum</i>)	4640

COMPAGNIES (PARTIE III) — LOI SUR LES

LETTRES PATENTES	4612
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES	4615

COMPAGNIES (DIVERS) — LOI SUR LES

DISSOLUTION (Article 28)	4615
DISSOLUTION — DEMANDES DE	
1862-4973 QUÉBEC INC.	4618
2333-8833 QUÉBEC INC.	4618
2434-8286 QUÉBEC INC.	4618
2436-5199 QUÉBEC INC.	4618
ALSCO (1974) INC.	4618
AMEUBLEMENT LAROCHELLE ET FILS INC.	4618
ASSOCIATION DE CROSSE DE VARENNES	4618
ASSOCIATION DE THÉRAPIE RESPIRATOIRE DU QUÉBEC INC.	4619
ASSOCIATION DES REPRÉSENTANTS DE LA MAURICIE	4619
BEAUPARLANT & FILS LTÉE	4619

BÉTON DUPRÉ INC.	4619
BOUDREAU, FERRON, DEVOST, & ASSOCIÉS LTÉE.	4619
CHÂTEAU DU LAC QUINN INC.	4619
CHÂTEAU LA BRISE INC.	4619
CLUB D'ARTISANAT LES HIRONDELLES INC.	4619
COMITÉ ORGANISATEUR DES FÊTES EN LOISIRS DE ST-ANTONIN (C.O.F.L.)	4619
CORPORATION DU CLUB DES JEUNES DE SAINT-JEAN-CHRYSOSTOME	4619
COURTIER EN TERRAIN C.P.S. INC.	4619
DÉMÉNAGEMENT ET ENTREPOSAGE LAKESHORE (CAN.) LTÉE	4620
ENTREPRISES COMEAU & SAINTONGE INC.	4620
EXPRESSION-JEUNESSE INC.	4620
FAIRMOUNT PANTS CO. INC.	4620
FERN ARCHAMBAULT & ASSOCIÉS INC.	4620
FONDATION AMÉRINDIENNE TECUMSEH	4620
FONDATION LUDMILLA CHIRIAEFF	4620
GAMRAT INC.	4620
GESTION E.B. INC.	4620
GESTION SIANTON LTÉE	4620
GROUPE BIBLIQUE ÉVANGÉLIQUE LA TUQUE INC.	4620
IMPORTATIONS INTERNATIONALES	4621
INVESTISSEMENTS YORKIE INC.	4621
JEAN-YVES LÉGER INC.	4621
LAKESHORE MOVERS & WAREHOUSING (CAN.) LTD.	4620
LEADERS INTERNATIONAL IMPORTS INC.	4621
LES ASSURANCES GINGRAS, GAUTHIER, BLANCHETTE INC.	4621
LES ENTREPRISES BOIVCHAMP LTÉE	4621
LES ENTREPRISES D.L.D. INC.	4621
LES ENTREPRISES EN CONSULTATION F.I.C. INC.	4621
LES INVESTISSEMENTS DUMO INC.	4621
LES INVESTISSEMENTS NESTOR LTÉE	4621
LES PANTALONS FAIRMOUNT INC.	4620
LES PLACEMENTS DAUBIGNY INC.	4621
LES PNEUS ST-HUBERT INC.	4621
LES PRODUCTIONS AGRO-METIS INC.	4621
LES RELATIONS PUBLIQUES DE MONTRÉAL INC.	4622
L. HOLSTEIN & CIE (1956) LTÉE	4622
L. HOLSTEIN & CO. (1956) LTD.	4622
L'ÉPICERIE ALTERNATIVE NATUROSOL INC.	4622
MARCHÉ MORIN DE LA SARRÉ INC.	4622
NESTOR INVESTMENTS LTD.	4621
P & H SPECIALTIES CO LTD	4622
PLACEMENTS P. & M. CALBERT INC.	4622
PLOMBERIE GHISLAIN GUAY INC.	4622
PUBLICITÉ JEAN-TALON LTÉE	4622
QUEBEC ASSOCIATION OF RESPIRATORY THERAPY INC.	4619
SALON MENARD INC.	4622
VALLÉE DES ARTS INC.	4622

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — LOI SUR LES

CHANGEMENTS	4623
-------------	------

DÉCLARATIONS DES COMPAGNIES ET SOCIÉTÉS — LOI SUR LES

AMENDEMENT

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AGROMEX III	4623
CHANGEMENT DE LA RAISON SOCIALE (Article 1879 du Code civil)	
1988 ROMANCE FILMS AND COMPANY, LIMITED	4623
LES FILMS ROMANCE, 1988, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	4623
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AUBERGE SALABERRY	4623
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AZIMUTH I	4623
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE C.V.P. VIDÉO	4623
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DANS LE VENTRE DU DRAGON	4623
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DULUTH I	4624
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE D'ÉQUIPEMENTS DE CENTRE DE SKI DES LAURENTIDES	4623
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE RESTAU-CAPITAL	4624
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ST-FRANÇOIS	4624
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE «GRUJOT»	4624

CHANGEMENT DANS LA NATURE DE LEURS AFFAIRES

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE C.V.P. VIDÉO	4624
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE RESTAU-CAPITAL	4624

CHANGEMENT DE L'ÉPOQUE OÙ LA SOCIÉTÉ DOIT SE TERMINER

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CINÉ-TÉLÉ-IV	4624
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE RESTAU-CAPITAL	4624

CHANGEMENT DE LEUR ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL

SINT-MARTEEN # 107, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	4625
SINT-MARTEEN # 115, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	4625
SINT-MARTEEN # 120, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	4625
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AUBERGE SALABERRY	4625
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AZIMUTH I	4625
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CINÉ-TÉLÉ IV	4625
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE C.V.P. VIDÉO	4625
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DANS LE VENTRE DU DRAGON	4625
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DULUTH I	4625
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE D'ÉQUIPEMENTS DE CENTRE DE SKI DES LAURENTIDES	4625
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE RESTAU-CAPITAL	4625
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE «GRUJOT»	4625

DISSOLUTION

CARREFOUR HAUTE VILLE AND COMPANY, LIMITED	4626
LE GROUPE 32, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	4626
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CARREFOUR HAUTE-VILLE	4626

FORMATION

BALTA AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	4628
GESTION F.C.P., SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	4628
GESTION S.A.I.M., SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	4627

INVESTMENTS STRATEGY I, LIMITED PARTNERSHIP	4628	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE D'ÉQUIPEMENTS DE CENTRE DE SKI DES LAURENTIDES	4630
LA NEIGE D'ANTAN, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	4627	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MACLEOD RIVER 1988	4630
LE GROUPE 32, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	4627		
PECO 1988 EXPLORATION & DEVELOPMENT AND COMPANY, LIMITED	4628	INSPECTEUR GÉNÉRAL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	
PLACE ST-JEAN (SALABERRY) AND COMPANY, LIMITED	4628	ASSURANCES — LOI SUR LES	
SABAH AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	4628	LES ASSURANCES LA MUTUALITÉ, SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS (<i>Dissolution</i>)	4630
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BALTA	4628	SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET LES SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE — LOI SUR LES	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE		BONAVENTURE TRUST INC. (<i>Avis d'intention de constitution</i>)	4630
INVESTISSEMENTS STRAIGHT EGYPTIAN II	4628	TRUST BONAVENTURE INC. (<i>Avis d'intention de constitution</i>)	4630
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LA SAMARE	4627		
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE RIVERIN	4628	MINISTÈRES — AVIS CONCERNANT LES AFFAIRES MUNICIPALES	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LIQUI-PORC	4627	DIVERS	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PECO 1988		RÉGIE DES LOISIRS DE LOUISEVILLE	
EXPLORATION & AMÉNAGEMENT	4628	(<i>Constitution d'une régie intermunicipale</i>)	4631
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PLACE ST-JEAN (SALABERRY)	4628	PROCLAMATIONS	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PRAG ENR.	4628	Cessation de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Saint-Tite sur le territoire de la municipalité de Boucher	4632
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PRODUITS FORESTIERS BURY ENR 450-15-003761-884	4626	Extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Beaconsfield sur le territoire de la ville de Baie-d'Urfé	4632
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SABAH	4628	Extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Montmagny sur les territoires de la municipalité régionale de comté de Montmagny, du village d'Armagh, des paroisses de Berthier-sur-Mer, Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues, Sainte-Apolline-de-Patton, Saint-Cajetan-d'Armagh, Saint-Damien-de-Buckland, Saint-Fabien-de-Panet et Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud, et des municipalités de Cap-Saint-Ignace, Lac-Frontière, Notre-Dame-du-Rosaire, Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud, Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud, Saint-Juste-de-Bretenières, Sainte-Lucie-de-Beaugard et Saint-Paul-de-Montminy	4632
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE STRATÉGIE D'INVESTISSEMENTS I	4628		
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ST-JACQUES «QUÉBEC»	4628	RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES — LOI CONCERNANT LES	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE TRIO DESIGN ENR.	4627	REPRISE D'EXISTENCE (AVIS DE)	4633
STRAIGHT EGYPTIAN INVESTMENTS II PARTNERSHIP AND COMPANY, LIMITED	4628	VENTES PAR SHÉRIF	
REMPLACEMENT D'UN COMMANDITÉ		ARTHABASKA	
SINT-MARTEEN # 107, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	4629	LA CAISSE POPULAIRE DE VICTORIAVILLE c. CRÉTEAU (<i>Erratum</i>)	4640
SINT-MARTEEN # 115, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	4629	CHARLEVOIX	
SINT-MARTEEN # 120, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	4629	L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC c. SIMARD	4634
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AUBERGE SALABERRY	4629	HULL	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AZIMUTH I	4629	BANQUE NATIONALE DU CANADA c. RENAUD	4634
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CINAR I	4629	IBERVILLE	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE C.V.P. VIDÉO	4629	BANQUE ROYALE DU CANADA c. 117808 CANADA INC.	4635
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DULUTH I	4629		
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE D'ÉQUIPEMENTS DE CENTRE DE SKI DES LAURENTIDES	4629		
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LES DÉVELOPPEMENTS DU LAC DU HAUT ANJOU	4629		
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ST-FRANÇOIS	4629		
COMMANDITAIRES			
SINT-MARTEEN # 107, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	4630		
SINT-MARTEEN # 115, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	4630		
SINT-MARTEEN # 120, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	4630		
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AUBERGE SALABERRY	4630		
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AZIMUTH I	4630		

LABELLE

LA CORPORATION MUNICIPALE DE
L'ASCENSION c. LES HÉRITIERS DE FEU
LAURETTE NORMAND-LACOSTE 4635

RIMOUSKI

SOCIÉTÉ D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DU
QUÉBEC INC. c. MÉTIVIER *ET AL.* 4636

SAINT-HYACINTHE

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE c. RIENDEAU
ET AL. 4637

TERREBONNE

BRODEUR c. ST-PIERRE 4637
RAYMOND c. LABERGE 4638
VILLAGE DE SAINTE-AGATHE-SUD c. BÉDARD 4638

VILLAGE DE SAINTE-AGATHE-SUD c.

LAMPRON *ET AL.* 4638

VILLAGE DE SAINTE-AGATHE-SUD c.

LOUMBIAS 4638

VILLAGE DE SAINTE-AGATHE-SUD c. TIN 4639

LONGUEIL

CAISSE POPULAIRE DE LYON c. PELLETIER 4636

**VENTES POUR TAXES, AVIS DE
PUBLICATION**

VILLE DE MONT-SAINT-HILAIRE 4640

VILLE DE SAINT-RÉDEMPTEUR 4640

VILLE DE SAINTE-ANNE-DES-MONTS 4640

AVIS JURIDIQUES

**Aménagement et l'urbanisme —
Loi sur l'****Municipalité régionale de comté de Drummond**

En vertu de l'article 70 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je désavoue une partie du Règlement de modification numéro MRC-96. Il s'agit de la 2^e phrase de la section 5.1.1 de l'article 2 du Règlement MRC-96.

Le Règlement numéro MRC-96, adopté le 3 août 1988, a pour effet de modifier le Règlement de contrôle intérimaire de la municipalité régionale de comté de Drummond.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*. Par conséquent, le Règlement numéro MRC-96, à l'exception des dispositions désavouées, entrera en vigueur à l'expiration du délai de 90 jours suivant sa réception, soit le 27 novembre 1988.

Québec, le 16 novembre 1988

Le ministre des Affaires municipales,
PIERRE PARADIS

Municipalité régionale de comté de Rouyn-Noranda

En vertu de l'article 70 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je désavoue une partie du Règlement numéro 38-88, en particulier les articles 3 et 4. Le Règlement de modification numéro 38-88, adopté le 15 août 1988, a pour effet de modifier le Règlement de contrôle intérimaire de la municipalité régionale de comté de Rouyn-Noranda.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*. Par conséquent, le Règlement numéro 38-88, à l'exception des dispositions désavouées, entrera en vigueur à l'expiration du délai de 90 jours suivant sa réception, soit le 28 novembre 1988.

Québec, le 16 novembre 1988

Le ministre des Affaires municipales,
PIERRE PARADIS

Avis divers**Chevaliers de Colomb du conseil Sainte-Brigitte de Maria,
numéro 9885**

Avis est donné que les Chevaliers de Colomb du conseil de Sainte-Brigitte de Maria, numéro 9885, possèdent leur siège social à Maria, province de Québec, et qu'ils se prévalent des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (I et II, Elizabeth II, c. 134, a. 2), et ce, à partir de la date de la publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Le grand chevalier,
RÉGIS LEMIEUX
Le secrétaire-archiviste,
GABRIEL CORMIER

58767

**Chevaliers de Colomb du conseil Saint-Etienne-de-Lauzon,
numéro 9883**

Avis est donné que les Chevaliers de Colomb du conseil de Saint-Etienne-de-Lauzon, numéro 9883, possèdent leur siège social à Saint-Etienne-de-Lauzon, province de Québec, et qu'ils se prévalent des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (I et II, Elizabeth II, c. 134, a. 2), et ce, à partir de la date de la publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Le grand chevalier,
DAVID BROWN
Le secrétaire-archiviste,
VIANNEY GUILMETTE

58766

**Chevaliers de Colomb du conseil Ste-Anne de Portneuf,
numéro 9858**

Avis est donné que les Chevaliers de Colomb du conseil de Ste-Anne de Portneuf, numéro 9858, possèdent leur siège social à Rivière-Portneuf, province de Québec, et qu'ils se prévalent des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (I et II, Elizabeth II, c. 134, a. 2), et ce, à partir de la date de la publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Le grand chevalier,
RODRIGUE DUFOUR
Le secrétaire-archiviste,
JOCELYN MORNEAU

58765

**Commission scolaire régionale Le Gardeur
Rachat d'obligations**

Prenez avis que conformément aux procédures adoptées, la Commission scolaire de Le Gardeur rachètera au 1^{er} janvier 1989 un montant de 105 000 \$ d'obligations à même les obligations échéant le 1^{er} janvier 1991 de son émission d'obligations originale de 440 000 \$ émise par la Commission scolaire régionale Le Gardeur datée du 1^{er} janvier 1971 et portant un taux d'intérêt de 9 % l'an, payable semi-annuellement les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année.

Les numéros des titres ainsi rachetés par voie de tirage au sort sont les suivants:

Dénomination de 25 000 \$ portant les numéros A001, A002, A003 (3)

Dénomination de 10 000 \$ portant les numéros X002, X003 (2)

Dénomination de 1 000 \$ portant les numéros M-239, M-241, M-242, M-245, M-248, M-250, M-252, M-255, M-300, M-309 (10)

Les obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1^{er} janvier 1989 et devront être présentées pour remboursement.

Repentigny, le 8 novembre 1988

Le directeur général,
SERGE ROCHON

58768

Commission scolaire de Le Gardeur
80, rue Jean-Baptiste-Meilleur
Repentigny, QC
J6A 6C5
Téléphone: 581-6411

La Personnelle Vie, corporation d'assurance

Formation

Avis est, par les présentes, donné que les personnes dont les noms suivent ont l'intention de soumettre à l'inspecteur général des institutions financières une requête afin d'être constituées en corporation en vertu de la Loi sur les assurances.

— Raison sociale de la compagnie:

La Personnelle Vie, corporation d'assurance

— Requérents:

Nom	Adresse	Profession
Benoît Arteau	385, 71 ^e Rue Est, Charlesbourg, QC, G1H 1L8	Administrateur
Marcel Ledoux	276, avenue du Parc, Mont Saint-Hilaire, QC J3H 2Y3	Administrateur
Yvon Parenteau	178, Jean-Baptiste-Jobin, Boucherville, QC, J4B 2S5	Administrateur
Alphé Poiré	515, du Fleuve, Beaumont, QC, GOR 1C0	Administrateur
Florian Rompré	3550, de la Montagne, appartement 9, Montréal, QC, H3G 2A6	Administrateur
André Roy	3466, place des Charmes, Charlesbourg, QC, G1G 3L8	Administrateur
J.-Claude Simoneau	3224, de Versailles, Sainte-Foy, QC, G1X 1E4	Administrateur

— Catégories d'assurance envisagées:

L'assurance sur la vie et l'assurance contre la maladie ou les accidents.

— Localité du siège social de la compagnie: ville de Québec

— Capital-actions et excédent d'apport:

Le capital-actions envisagé et l'excédent d'apport prévu seront d'au moins trois millions de dollars (3 000 000 \$) en regard d'un capital-actions autorisé de neuf millions (9 000 000) d'actions classe A, sans valeur nominale, pouvant être émises pour une considération globale n'excédant pas neuf millions de dollars (9 000 000 \$) et un million (1 000 000) d'actions classe B, sans valeur nominale, pouvant être émises pour une considération globale n'excédant pas un million de dollars (1 000 000 \$).

Québec, le 7 novembre 1988

Le procureur de la compagnie,
ALAIN ROCH, avocat

58715-47-4

Paroisse de Sainte-Clothilde-de-Horton

Prenez avis qu'en vertu de la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., c. M-39), lors d'une séance ordinaire tenue le septième jour du mois de novembre 1988, le Conseil de cette municipalité a adopté le Règlement numéro 90, intitulé « Règlement concernant l'imposition d'un droit sur les mutations immobilières ».

La municipalité régionale de comté d'Arthabaska est chargée de la perception de ce droit.

Le présent règlement entrera en vigueur le quinzième jour suivant la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Sainte-Clothilde-de-Horton, le 10 novembre 1988

58793

La secrétaire-trésorière,
MARLÈNE LANGLOIS

Succession Kroum Barakov

Avis, est, par les présentes, donné que dame Tonia Granata, domiciliée au 3207, chemin Chambly, Longueuil, QC, héritière de son époux, Kroum Barakov, décédé le 19 mai 1988 laissant un testament reçu devant Michel Latour, notaire, le 9 août 1984 et enregistré à Chambly sous le numéro 793499, a accepté la succession de Kroum Barakov, sous bénéfice d'inventaire, aux termes d'un acte exécuté devant Michel Latour, notaire, 1580, boulevard Provencher, bureau 204, Brossard, QC, daté le 29 août 1988 et enregistré à Chambly sous le numéro 793500.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant le notaire Michel Latour et peut être consulté à ses bureaux, à l'adresse ci-dessus.

Après deux mois du présent avis, la bénéficiaire paiera les créanciers à mesure qu'ils se présenteront, selon la loi.

Brossard, le 16 novembre 1988

Le procureur,

MICHEL LATOUR, notaire

58818

Succession Linda Smith

Avis est, par les présentes, donné que dame Lucienne Brisebois, domiciliée au 1715, boulevard Édouard, appartement no 4, Saint-Hubert, QC, tutrice de Nathalie et Stéphanie Smith, enfants mineurs de dame Linda Smith décédée le 21 mars 1988 sans laisser de testament, a accepté la succession de Linda Smith, sous bénéfice d'inventaire, aux termes d'un acte exécuté devant Michel Latour, notaire, 1580, boulevard Provencher, bureau 204, Brossard, QC, daté le 31 août 1988 et enregistré à Chambly sous le numéro 793834.

Brossard, le 16 novembre 1988

Le procureur,

MICHEL LATOUR, notaire

58819

Successions Gaétan Lessard, Odette Poulin et Guillaume Lessard

Prenez avis que dame Hélène Poulin, domiciliée au 1458, 20^e Rue, Saint-Côme Linière, comté de Beauce, agissant en sa qualité de tutrice de David Lessard, domicilié au même endroit, dûment nommée à cette fonction en vertu d'un jugement rendu par la Cour supérieure du district de Beauce le 25 juillet 1988, dossier numéro 350-14-000065-888, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, pour et au nom dudit David Lessard, les successions de feus Gaétan Lessard, Odette Poulin et Guillaume Lessard, tous trois décédés le 5 juin 1988, aux termes d'un acte reçu devant Alain Veilleux, notaire, 1339, rue Principale, Saint-Côme Linière, comté de Beauce, le 4 novembre 1988 et enregistré au bureau d'enregistrement de Beauce le 8 novembre 1988 sous le numéro 393238.

Après deux (2) mois du présent avis, ladite dame Hélène Poulin paiera les créanciers à mesure qu'ils se présenteront, selon la loi.

Saint-Côme Linière, le 8 novembre 1988

Le procureur,

ALAIN VEILLEUX, notaire

58769

Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil — Loi sur le**Demandes****Albertine Desaulniers**

Prenez avis que Albertine Desaulniers, domiciliée au 300, Côté, route rurale 1, Ascot Corner, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Martine Desaulniers.

Ascot Corner, le 9 novembre 1988

La requérante,

ALBERTINE DESAULNIERS

58756-48-2

Alphonse Hervieux

Prenez avis que Alphonse Hervieux, domicilié au 12, Kauatshemut, Bersimis, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Alphonse Canapé.

Baie-Comeau, le 11 octobre 1988

Les procureurs du requérant,

BOIVIN, BACHIR, WULLAERT & BOUTIN,
avocats

58680-47-2

Candace Lynda Mandiuk

Prenez avis que Candace Lynda Mandiuk, domiciliée au 95, rue Maria, LaSalle, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Candace Lynda Cairnduff.

Montréal, le 25 octobre 1988

Le procureur de la requérante,

CHANTAL HÉTU, notaire

58757-48-2

Charles Edward Stephen

Prenez avis que Charles Edward Stephen, domicilié au 936, Centenaire, Greenfield Park, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Charles Edward Stephens.

Montréal, le 9 novembre 1988

Le procureur du requérant,

ÉDOUARD J. BELLIARDO, avocat

58758-48-2

Christine Bernier

Prenez avis que Christine Bernier, domiciliée au 1368, Marie-Victorin, Saint-Nicolas, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Christine Lepage.

Québec, le 11 octobre 1988

La requérante,

CHRISTINE BERNIER

58759-48-2

Daniel Faidra Efraimidis

Prenez avis que Daniel Faidra Efraimidis, domicilié au 4906, chemin Circle, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Danielle Phaedra Efraim.

Hull, le 19 octobre 1988

Le procureur du requérant,
GÉRARD BROUILLETTE, avocat

58760-48-2

Eugenia Xenos

Prenez avis que Eugenia Xenos, domiciliée au 830, 49^e Avenue, Lachine, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Eugenia Kristen Xenos.

Montréal, le 1^{er} avril 1988

La requérante,
EUGENIA XENOS

58761-48-2

Gee Young Wong

Prenez avis que Gee Young Wong, domicilié au 3757, rue Mackenzie, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Mark Gee Young Wong.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Montréal, le 10 novembre 1988

Le procureur du requérant,
ROBERT PILLO

58762-48-2

Gemma Gingras

Prenez avis que Gemma Gingras, domiciliée au 1146, rue de la Pénombre, Beauport, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Gemma Jeannette Gingras.

Québec, le 10 novembre 1988

Le procureur de la requérante,
JEAN BOLDUC, notaire

58807-48-2

Gérardine Lapointe

Prenez avis que Gérardine Lapointe, domiciliée au 763, Léon-Martel, Terrebonne, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Denise Lapointe.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Terrebonne, le 6 octobre 1988

Le procureur de la requérante,
CAROLE TREMPÉ, avocate

58681-47-2

Gilles Chiasson

Prenez avis que Gilles Chiasson, domicilié au 6753, de LaRoche, appartement 2, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin

d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Gilles Ferron.

Montréal, le 6 octobre 1988

Les procureurs du requérant,
CARRIÈRE, LONDEI, DAME

58655-47-2

Giuseppa Platania

Prenez avis que Giuseppa Platania, domiciliée au 1919, Jarry Est, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Giuseppa Josie Platania.

Montréal, le 11 octobre 1988

Les procureurs de la requérante,
CARRIÈRE, LONDEI, DAME, avocats

58656-47-2

Jean-Pierre Jacques Robert Mamy

Prenez avis que Jean-Pierre Jacques Robert Mamy, domicilié au 1888, Beaudry, appartement 3, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jean-Pierre Jacques Robert David.

Montréal, le 2 novembre 1988

Le requérant,
JEAN-PIERRE JACQUES ROBERT MAMY

58657-47-2

Joseph Louis-Philippe Origen Laprise

Prenez avis que Joseph Louis-Philippe Origen Laprise, domicilié au 3051, Saint-Eusèbe, Saint-Félicien, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Louis-Philippe Roger Laprise.

Roberval, le 18 octobre 1988

Le procureur du requérant,
MICHEL LORANGER, avocat

58682-47-2

Joseph-Dominique-France Côté

Prenez avis que Joseph-Dominique-France Côté, domicilié au 2520, rue Frontenac, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph-Dominique François Côté.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Montréal, le 1^{er} novembre 1988

Les procureurs du requérant,
LORD, LEFEBVRE, PÉPIN & MARCHAND

58658-47-2

Jung-Soo Kim

Prenez avis que Jung-Soo Kim, domiciliée au 230, Roger-Pilon, Dollard-des-Ormeaux, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Christine Kim.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Montréal, le 28 octobre 1988

58659-47-2

Les procureurs de la requérante,
STERN & BLUMER

Lise Bellerive

Prenez avis que Lise Bellerive, domiciliée au 329, rang Picoudie, Saint-Robert, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Françoise Santerre.

Sorel, le 12 août 1988

58714-47-2

Le procureur de la requérante,
LUC A. FORCIER, avocat

Marc Hébert

Prenez avis que Marc Hébert, domicilié au 1485, Saint-Pascal, appartement 1, Québec, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marc Hébert-Lelièvre.

Québec, le 14 novembre 1988

58808-48-2

Le procureur du requérant,
ME JEAN-CLAUDE LAFLEUR

Marie Bérénice Béranger

Prenez avis que Marie Bérénice Béranger, domiciliée au 35, rue Valmont, Repentigny, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Bérénice Bélanger.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Repentigny, le 4 novembre 1988

58809-48-2

La requérante,
MARIE BÉRÉNICE BÉRANGER

Marie Juliet Roy

Prenez avis que Marie Juliet Roy, domiciliée au 77, route 397, appartement 5, Barratae, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Carmelle Roy.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Aimos, le 11 novembre 1988

58810-48-2

Le procureur de la requérante,
JEAN-PIERRE MARCOTTE, avocat

Marie Monique Fernande Sylvie Laverdière

Prenez avis que Marie Monique Fernande Sylvie Laverdière, domiciliée au 335, de la Colombière Est, appartement 2, Québec, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Monique Fernande Sylvie Plamondon.

Québec, le 30 juin 1988

La requérante,
MARIE MONIQUE FERNANDE SYLVIE
LAVERDIÈRE

58713-47-2

Marlène Labrie

Prenez avis que Marlène Labrie, domiciliée au 246, Habitat 67, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marlène LePage.

Montréal, le 11 octobre 1988

58763-48-2

La requérante,
MARLÈNE LABRIE

Monique Desalliers

Prenez avis que Monique Desalliers, domiciliée au 90, rue Desormeaux, Saint-Charles-Borromée, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Monique Desalliés.

Joliette, le 3 octobre 1988

58811-48-2

Les procureurs de la requérante,
LANDREVILLE, THIFFAULT, VARIN
BRIND'AMOUR & CHARBONNEAU

Nicole Poudrier (Nicole Trottier)

Prenez avis que Nicole Poudrier (Nicole Trottier), domiciliée au 3119, rue France, Fabreville, Laval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Nicky Poudrier (Nicky Trottier).

Montréal, le 4 novembre 1988

58764-48-2

Pour la requérante,
MARYSE VERMETTE

Ricky Cooper

Prenez avis que Ricky Cooper, domicilié au 28, rue Oméga, Lac Simon, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Ricky Poucachiche.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Val-d'Or, le 21 octobre 1988

58683-47-2

Le procureur du requérant,
HÉLÈNE SANTERRE, avocate

Robert Sylvestre

Prenez avis que Robert Sylvestre, domicilié au 58, de Provence, Beauport, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Robert Pineault.

Beauport, le 16 novembre 1988

58813-48-2

Le requérant,
ROBERT SYLVESTRE

Roméo Bergeron

Prenez avis que Roméo Bergeron, domicilié au 461, route Sainte-Marguerite-Marie, Mistassini, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Mario Bergeron.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Dolbeau, le 9 novembre 1988

Le procureur du requérant,
FRANÇOIS LEBLANC, notaire

58812-48-2

Sandra Theresa Marshall

Prenez avis que Sandra Theresa Marshall, domiciliée au 588, avenue Smart, Côte-Saint-Luc, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Sandra Theresa Peters Marshall.

Montréal, le 31 octobre 1988

Le procureur de la requérante,
DANIEL DORTÉLUS, avocat

58814-48-2

Siu Chung Li

Prenez avis que Siu Chung Li et Cheung So Fun Li, domiciliés au 1870, Talleyrand, Brossard, s'adresseront au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat leur permettant de changer leurs noms en ceux de Daniel Siu Chung Li et Ada Cheung So Fun Li.

Les personnes dont le nom peut être changé à la suite de la requête sont Ai Yee Li et Ying Yee Li, ses enfants mineurs non émancipés en ceux de Abigail Ai Yee Li and Anna Ying Yee Li, tous deux domiciliés à la même adresse que le requérant.

Brossard, le 31 octobre 1988

Le procureur du requérant,
MARIE-JOSÉ LAFLEUR, notaire

58815-48-2

Toye Fing Sew

Prenez avis que Toye Fing Sew, domiciliée au 8174, rue Pagé, LaSalle, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Sherry Toye Fong Sew.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Montréal, le 7 septembre 1988

Les procureurs de la requérante,
LEITHMAN & GLAZER

58684-47-2

Code de procédure civile (Article 139)

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-007862-883

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre DANIELE DESROSIERS, domiciliée au 8540, Perlas, appartement 4, Rivière-des-Prairies, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Danièle Desrosiers, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 26 octobre 1988

Le greffier,
YOLANDE LÉTOURNEAU

596

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-007861-885

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre EARL RUBINSTEIN, domicilié au 4150, Plamondon, appartement 1, Montréal, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Earl Rubinstein, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 26 octobre 1988

Le greffier,
YOLANDE LÉTOURNEAU

596

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-007406-889

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre FRANCINE ROY, domiciliée au 3889, L'Anjou, appartement 5, Jonquière, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Francine Roy, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 26 octobre 1988

Le greffier,
YOLANDE LÉTOURNEAU

596

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-007999-883

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre FRANCIS PAUL COXHEAD, domicilié à route rurale 4, Granby, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Francis Paul Coxhead, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 26 octobre 1988

Le greffier,
YOLANDE LÉTOURNEAU

596

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-008005-888

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre GERRY SAMULOVITCH, domicilié au 5077, Cumberland, Montréal, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Gerry Samulovitch, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 26 octobre 1988

Le greffier,
YOLANDE LÉTOURNEAU

596

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-007858-881

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre JEAN MARC STE-MARIE, domicilié au 6794, de Châteaubriand, Montréal, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Jean Marc Ste-Marie, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 26 octobre 1988

Le greffier,
YOLANDE LÉTOURNEAU

596

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-008006-886

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre LAWRENCE BRISTOWE, domicilié au 3610, McTavish, appartement 31, Montréal, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Lawrence Bristowe, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 26 octobre 1988

Le greffier,
YOLANDE LÉTOURNEAU

596

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-007411-889

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre MICHEL LALANCETTE, domicilié au 2159, Saint-David, Jonquière, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Michel Lalancette, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 26 octobre 1988

Le greffier,
YOLANDE LÉTOURNEAU

596

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-008004-881

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre MIRLENE SEIDE, domiciliée au 4908, Fox, Pierrefonds, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Mirlene Seide, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 26 octobre 1988

Le greffier,
YOLANDE LÉTOURNEAU

596

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-004174-886

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre PETER KOZLOWSKI, domicilié au 4998, de Maisonneuve, appartement 1506, Montréal, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Peter Kozlowski, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 26 octobre 1988

596

Le greffier,
YOLANDE LÉTOURNEAU

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-007995-881

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre SYLVAIN LÉVESQUE, domicilié au 2285, Cuvillier, Montréal, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Sylvain Lévesque, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 26 octobre 1988

596

Le greffier,
YOLANDE LÉTOURNEAU

Compagnies (Partie IA) — Loi sur les

Délivrance d'un certificat de constitution

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de constitution à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2627-5495		
2627-5495 QUÉBEC INC.	1988 11 03	Québec
2627-6089		
2627-6089 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Saint-François
2627-6097		
2627-6097 QUÉBEC INC.	1988 10 28	Chicoutimi
2627-6105		
2627-6105 QUÉBEC INC.	1988 10 27	Saint-François
2627-6113		
2627-6113 QUÉBEC INC.	1988 10 27	Longueuil
2627-6121		
2627-6121 QUÉBEC INC.	1988 10 26	Québec
2627-6139		
2627-6139 QUÉBEC INC.	1988 10 26	Chicoutimi
2627-6147		
2627-6147 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Richelieu
2627-6154		
2627-6154 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Alma
2627-6212		
2627-6212 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Québec
2627-6253		
2627-6253 QUÉBEC INC.	1988 11 04	Montréal
2627-6261		
2627-6261 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Rimouski
2627-6279		
2627-6279 QUÉBEC INC.	1988 11 03	Abitibi
2627-6287		
2627-6287 QUÉBEC INC.	1988 11 03	Abitibi
2627-6295		
2627-6295 QUÉBEC INC.	1988 11 03	Abitibi
2627-6303		
2627-6303 QUÉBEC INC.	1988 11 03	Abitibi
2627-6311		
2627-6311 QUÉBEC INC.	1988 11 03	Abitibi
2627-6337		
2627-6337 QUÉBEC INC.	1988 11 04	Québec
2627-6840		
2627-6840 QUÉBEC INC.	1988 10 26	Trois-Rivières
2627-6857		
2627-6857 QUÉBEC INC.	1988 10 26	Trois-Rivières
2627-6865		
2627-6865 QUÉBEC INC.	1988 10 26	Trois-Rivières
2627-6873		
2627-6873 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2627-6956		
2627-6956 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Québec
2627-7004		
2627-7004 QUÉBEC INC.	1988 10 28	Richelieu
2627-7418		
2627-7418 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Québec
2627-7426		
2627-7426 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Labelle
2627-7566		
2627-7566 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Gaspé
2627-7814		
2627-7814 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Québec
2627-7848		
2627-7848 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Québec
2627-7905		
2627-7905 QUÉBEC INC.	1988 11 03	Québec
2627-8002		
2627-8002 QUÉBEC INC.	1988 10 26	Trois-Rivières
2627-8010		
2627-8010 QUÉBEC INC.	1988 10 26	Trois-Rivières
2627-8036		
2627-8036 QUÉBEC INC.	1988 10 26	Gaspé
2627-8069		
2627-8069 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Québec
2627-8143		
2627-8143 QUÉBEC INC.	1988 11 03	Québec
2627-8150		
2627-8150 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Québec
2627-8234		
2627-8234 QUÉBEC INC.	1988 11 03	Saint-François
2627-8325		
2627-8325 QUÉBEC INC.	1988 10 26	Montréal
2627-8374		
2627-8374 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Québec
2627-8382		
2627-8382 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Québec
2627-8721		
2627-8721 QUÉBEC INC.	1988 10 27	Arthabaska
2627-8762		
2627-8762 QUÉBEC INC.	1988 10 28	Abitibi
2627-8770		
2627-8770 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Chicoutimi
2627-8846		
2627-8846 QUÉBEC INC.	1988 11 04	Frontenac
2629-8794		
2629-8794 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Arthabaska
2629-8802		
2629-8802 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Beauharnois
2629-8844		
2629-8844 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Mingan

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2629-8877		
2629-8877 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Montréal
2629-8927		
2629-8927 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2629-8935		
2629-8935 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2629-8943		
2629-8943 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2629-8976		
2629-8976 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2629-8984		
2629-8984 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2629-8992		
2629-8992 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Abitibi
2629-9008		
2629-9008 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2629-9016		
2629-9016 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2630-0517		
2630-0517 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Montréal
2630-0525		
2630-0525 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Montréal
2630-0533		
2630-0533 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Iberville
2630-0574		
2630-0574 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Montréal
2630-0582		
2630-0582 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Montréal
2630-0608		
2630-0608 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Montréal
2630-0616		
2630-0616 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Montréal
2630-0624		
2630-0624 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Montréal
2630-0673		
2630-0673 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Saint-François
2630-0681		
2630-0681 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Terrebonne
2630-0699		
2630-0699 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Terrebonne
2630-0707		
2630-0707 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Bedford
2630-0731		
2630-0731 QUÉBEC INC.	1988 11 03	Longueuil
2630-0749		
2630-0749 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2630-0756		
2630-0756 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2630-0764		
2630-0764 QUÉBEC INC.	1988 11 03	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2630-0780		
2630-0780 QUÉBEC INC.	1988 11 03	Montréal
2630-1051		
2630-1051 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Montréal
2630-1077		
2630-1077 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Mingan
2630-1119		
2630-1119 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Montréal
2630-1127		
2630-1127 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Longueuil
2630-1143		
2630-1143 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Saint-François
2630-1168		
2630-1168 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Montréal
2630-1192		
2630-1192 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Longueuil
2630-1200		
2630-1200 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2630-1309		
2630-1309 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Montréal
2630-1317		
2630-1317 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Montréal
2630-1333		
2630-1333 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Laval
2630-1366		
2630-1366 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Montréal
2630-1374		
2630-1374 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Montréal
2630-1382		
2630-1382 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Montréal
2630-1408		
2630-1408 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Longueuil
2630-1424		
2630-1424 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Montréal
2630-1432		
2630-1432 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Montréal
2630-1440		
2630-1440 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Montréal
2630-1457		
2630-1457 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Montréal
2630-1465		
2630-1465 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Joliette
2630-1481		
2630-1481 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Montréal
2630-1564		
2630-1564 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Montréal
2630-1572		
2630-1572 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Joliette
2630-1606		
2630-1606 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2630-1614		
2630-1614 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Hull
2630-1630		
2630-1630 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Bedford
2630-1648		
2630-1648 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Montréal
2630-1655		
2630-1655 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Iberville
2630-1689		
2630-1689 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Québec
2630-1697		
2630-1697 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Montréal
2630-1721		
2630-1721 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2630-1739		
2630-1739 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2630-1788		
2630-1788 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2630-1846		
2630-1846 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2630-1853		
2630-1853 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2630-1861		
2630-1861 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Laval
2630-1887		
2630-1887 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Joliette
2630-1929		
2630-1929 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Longueuil
2630-1937		
2630-1937 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Montréal
2630-1945		
2630-1945 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Joliette
2630-1986		
2630-1986 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Joliette
2630-1994		
2630-1994 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Joliette
2630-2000		
2630-2000 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2630-2042		
2630-2042 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2630-2059		
2630-2059 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Laval
2630-2067		
2630-2067 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Laval
2630-2083		
2630-2083 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Laval
2630-2133		
2630-2133 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2630-2141		
2630-2141 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2630-2190		
2630-2190 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2630-2208		
2630-2208 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2630-2240		
2630-2240 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2630-2265		
2630-2265 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Beauharnois
2630-2307		
2630-2307 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2630-2315		
2630-2315 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2630-2323		
2630-2323 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2630-2356		
2630-2356 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2630-2471		
2630-2471 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2630-2489		
2630-2489 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2630-2497		
2630-2497 QUÉBEC INC.	1988 11 02	Montréal
2630-2513		
2630-2513 QUÉBEC INC.	1988 11 03	Montréal
2630-2521		
2630-2521 QUÉBEC INC.	1988 11 03	Montréal
2630-2539		
2630-2539 QUÉBEC INC.	1988 11 03	Montréal
2630-2653		
2630-2653 QUÉBEC INC.	1988 11 03	Montréal
2630-2661		
2630-2661 QUÉBEC INC.	1988 11 03	Montréal
2630-2679		
2630-2679 QUÉBEC INC.	1988 11 03	Montréal
2630-2703		
2630-2703 QUÉBEC INC.	1988 11 03	Montréal
2630-2711		
2630-2711 QUÉBEC INC.	1988 11 03	Montréal
2630-2729		
2630-2729 QUÉBEC INC.	1988 11 03	Montréal
2630-2760		
2630-2760 QUÉBEC INC.	1988 11 03	Beauharnois
2630-2786		
2630-2786 QUÉBEC INC.	1988 11 03	Montréal
2630-2794		
2630-2794 QUÉBEC INC.	1988 11 03	Montréal
2630-2810		
2630-2810 QUÉBEC INC.	1988 11 03	Montréal
2630-2034		
ABETEX INC.	1988 11 02	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2627-8341 ACOM-INFO INC.	1988 11 01	Québec
2630-1218 ACUMAX LASER INC.	1988 11 02	Montréal
2630-2364 AGENCE DE RENCONTRE LA CLÉ D'OR INC.	1988 11 02	Montréal
2627-7368 AGENCES G.H. INC.	1988 10 28	Montréal
2630-2117 AIRCONCEPT 2000 INC.	1988 11 02	Montréal
2630-0657 AIRTOUR VOYAGES INC.	1988 11 01	Bedford
2627-8366 ALIMENTATION ÉRIC INC.	1988 11 02	Québec
2630-2380 LES AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS NORMAND BOYER INC.	1988 11 03	Terrebonne
2627-6915 AMUSEMENTS DU FIORD INC.	1988 11 01	Rimouski
2627-6931 AMUSEMENTS «PROF» INC.	1988 11 01	Montmagny
2627-7442 ATELIER DE RÉPARATION GUYGI INC.	1988 10 31	Montréal
2630-0566 ATELIERS DENIS FRÉCHETTE INC.	1988 10 31	Longueuil
2627-7830 AUTOMOBILES ANDRÉ ALLARD INC.	1988 11 01	Québec
2627-5453 BUFFET GRAND SOMMELIER (1988) INC.	1988 11 02	Québec
2630-2257 CANADORIENT INC.	1988 11 02	Montréal
2630-1515 CARROSSERIES MEDIC-AUTO INC.	1988 10 31	Terrebonne
2629-8950 CENTRE COMMERCIAL FAUBOURG ST-LOUIS INC.	1988 11 02	Laval
2630-1093 LE CENTRE DE LA MARIÉE DE LAVAL INC.	1988 10 31	Laval
2630-1747 CENTRE D'AFFAIRES PRODEX INC.	1988 11 02	Longueuil
2630-1499 CÉRAMIQUE ROSEMÈRE INC.	1988 10 31	Terrebonne
2627-7350 CHEZ BOITOUT INC.	1988 10 31	Québec
2630-1598 CLINIQUE DE PHYSIOTHÉRAPIE DUCHARME ET MASSÉ INC.	1988 11 02	Terrebonne
2630-2745 CLINIQUE MÉDICALE ST-MATHIEU INC.	1988 11 03	Montréal
2630-2299 LE CLUB ÉQUESTRE ST-JACQUES INC.	1988 11 02	Longueuil

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2629-8901 CLUB POP INC.	1988 11 01	Montréal
2629-8869 COIFFURE SHAKO INC.	1988 11 01	Terrebonne
2630-1796 COMME À L'ÉCOLE INC.	1988 11 02	Joliette
2630-2281 CONCEPT VIDÉOSCOPE INC.	1988 11 02	Joliette
2630-2075 CONSEILLERS EN SYSTÉMATISATION M B (MARIELLE BERGERON) INC.	1988 11 02	Montréal
2627-7996 CONSTRUCTION L.R. DRAINVILLE INC.	1988 11 02	Joliette
2630-1549 CONSTRUCTION MICHEL DESROSIERIS INC.	1988 11 01	Longueuil
2630-1150 CONSTRUCTION PRECELENCE INC.	1988 11 01	Montréal
2627-8754 CONSTRUCTIONS LEBERT INC.	1988 11 03	Joliette
2630-1671 LES CONSULTANTS CHEMSYS INC. CHEMSYS CONSULTANTS INC.	1988 11 01	Montréal
2630-1523 LES CRÉATIONS VICHEICA MODE INC.	1988 11 15	Montréal
2627-7483 CUISINE FINE CLAIRE INC.	1988 11 01	Québec
2630-2752 CUISINES C.T.H. INC.	1988 11 03	Terrebonne
2629-8851 CYCLE & SPORTS DYNAMIQUE (1988) INC. DYNAMIC CYCLE & SPORTS (1988) INC.	1988 11 01	Montréal
2630-0665 DAICHI CANADA INC.	1988 11 01	Montréal
2627-5487 LE DÉCORISTE BARNABÉ INC.	1988 11 01	Québec
2630-1580 DÉCOR-SER INC.	1988 11 02	Laval
2630-2836 LES DÉLICES D'ORFORD INC.	1988 11 03	Saint-François
2629-8893 DÉPANNEUR YVES-ANNE INC.	1988 11 01	Abitibi
2630-1663 DÉVELOPPEMENT PROFESSY INC. PROFESSY DEVELOPMENT INC.	1988 11 01	Montréal
2627-8101 DEXTRA INC.	1988 10 31	Montréal
2627-8127 DISTRIBUTION DENTAIRE CAPITALE INC.	1988 10 26	Québec
2627-7467 DISTRIBUTION DESROY INC.	1988 10 31	Trois-Rivières

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2630-2406 LES DISTRIBUTIONS ANDALINE INC. ANDALINE DISTRIBUTIONS INC.	1988 11 03	Montréal
2627-7541 DISTRIBUTIONS CLAUDE IANIK MARCIL INC.	1988 10 31	Québec
2627-7947 LES DISTRIBUTIONS S. SIMARD INC.	1988 11 03	Québec
2627-7376 DIVERSION J. M. INC.	1988 10 28	Montréal
2630-2273 ÉLECTRO INFORMATIQUE MICHAUD-TARDIF INC.	1988 11 02	Gaspé
2630-1960 ENTREPÔT FRIGORIFIQUE CHAMBLY INC.	1988 11 01	Longueuil
2627-8820 ENTREPRISE FOMACO INC.	1988 11 04	Québec
2630-1952 ENTREPRISES BÉLANGER & GODIN INC.	1988 11 01	Montréal
2630-1184 ENTREPRISES CLOMICLO INC.	1988 11 02	Terrebonne
2630-2687 LES ENTREPRISES DE COIFFURE LUC LUSSIER INC.	1988 11 03	Chicoutimi
2630-2695 ENTREPRISES ÉLECTRIQUES MARC ARSENAULT INC.	1988 11 03	Terrebonne
2630-0715 LES ENTREPRISES FORESTIÈRES A. ET G. THAUVELLE LTÉE	1988 11 02	Labelle
2630-1762 LES ENTREPRISES G. MELAS INC.	1988 11 02	Montréal
2630-0970 LES ENTREPRISES LOLIN INC.	1988 10 28	Montréal
2627-7509 LES ENTREPRISES MICHEL GUY INC.	1988 10 31	Joliette
2627-8093 LES ENTREPRISES ONIL LESSARD INC.	1988 10 31	Beauce
2627-5479 LES ENTREPRISES PIERRE-LUC JACQUES INC.	1988 11 01	Baie-Comeau
2627-8085 LES ENTREPRISES SYLVIE CHAMPAGNE INC.	1988 10 31	Longueuil
2630-2505 ENTRETIEN GÉNÉRAL CARVALHO INC.	1988 11 03	Montréal
2630-2026 ESTA BIEN DESIGN INC.	1988 11 02	Montréal
2630-0558 FABRICATION TRÉVI INC.	1988 10 31	Laval
2627-8168 FERME HEC-BERT INC.	1988 10 31	Kamouraska
2627-8044 FERME ROLAND PELLETIER ET FILS INC.	1988 10 26	Kamouraska

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2630-1812 LES FERMES J. & M. LAMOUREUX INC.	1988 11 02	Iberville
2627-4761 FRIGOCENTRE INC.	1988 10 28	Saint-Hyacinthe
2630-1275 GANSTRAD INC.	1988 10 31	Montréal
2630-2372 GARAGE MARIO FLEURY INC.	1988 11 03	Témiscamingue
2630-0954 GARDERIE AIMÉE INC.	1988 10 31	Montréal
2627-5800 GESTION OI LTÉE	1988 10 31	Rimouski
2629-8919 GESTION ALAIN PARD INC.	1988 11 02	Abitibi
2629-8968 GESTION ANDRÉ BOUDREAU INC.	1988 11 02	Abitibi
2627-7988 GESTION C.T.M.B. INC.	1988 11 03	Québec
2630-0723 GESTION DENIS JUAIR INC.	1988 11 02	Bedford
2627-7384 GESTION FRANCINE CORMIER INC.	1988 10 27	Trois-Rivières
2627-6204 GESTION G.H.L.M. INC.	1988 11 01	Québec
2627-8242 GESTION JACQUES ANCTIL INC.	1988 11 04	Kamouraska
2630-0962 GESTION JEAN-LOUIS POUPART INC.	1988 10 31	Montréal
2630-0590 GESTION JIVÉ INC.	1988 10 31	Montréal
2630-2331 GESTION JOHANNAISE INC.	1988 11 02	Iberville
2627-6816 GESTION MARTIAL VALLIÈRES INC.	1988 10 31	Québec
2627-5461 GESTION MARVI INC.	1988 11 03	Québec
2627-8416 GESTION MICHELLE M. PARÉ INC.	1988 11 03	Trois-Rivières
2630-1804 GESTION MISE À JOUR INC.	1988 11 02	Terrebonne
2630-2158 GESTION MULTI-NATIONALE T & S INC.	1988 11 02	Montréal
2627-5826 GESTION NATASHA (1988) INC.	1988 11 03	Abitibi
2627-6824 GESTION PIERRE-YVES VALLIÈRES INC.	1988 10 31	Québec
2627-4787 GESTION ROULEAU FORTIN INC.	1988 10 26	Québec
2629-8836 LES GESTIONS CAROL VOYER INC.	1988 10 31	Rimouski

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2627-8408 LES GESTIONS LOUGAS INC.	1988 11 03	Québec
2630-0160 GESTIONS MIDEM INC.	1988 10 31	Longueuil
2627-8440 GILCO-VAN INC.	1988 11 04	Québec
2627-4803 LE GROUPE CLARDIN INC. THE CLARDIN GROUP INC.	1988 10 27	Montréal
2630-2174 LE GROUPE LÉPINE CLOUTIER BOURGIE LTÉE	1988 11 02	Québec
2627-8028 LE GROUPE MULTI-SELECT DE LAVAL INC.	1988 10 31	Montréal
2630-1176 LE GROUPE PIERRE BOUCHER INC.	1988 11 02	Laval
2630-1622 G.ST-P. EXPERT CONSULTANT INC.	1988 11 01	Terrebonne
2627-6329 IMCOPLA INC.	1988 11 04	Beauharnois
2627-6808 LES IMMEUBLES P. & M. VALLIÈRES INC.	1988 10 31	Québec
2630-0152 IMMEUBLES TRÉVI INC.	1988 10 31	Laval
2627-7962 IMPORTATIONS SANCHOU INC. SANCHOU IMPORTS INC.	1988 11 02	Saint-François
2630-1556 IMPRIMAGE INC.	1988 11 01	Montréal
2627-5537 INFOMER INC.	1988 11 04	Québec
2630-2125 LES INSTALLATIONS DE CÂBLES S.N.P. INC.	1988 11 02	Beauharnois
2630-1135 INVESTISSEMENT PIERRE POULIN INC.	1988 11 01	Longueuil
2630-1838 INVESTISSEMENTS ALEYASSINE INC. ALEYASSINE INVESTMENTS INC.	1988 11 02	Montréal
2627-7392 LES INVESTISSEMENTS DE MUY INC.	1988 10 26	Longueuil
2630-0632 LES INVESTISSEMENTS GILBERG, INC. GILBERG INVESTMENTS, INC.	1988 10 31	Montréal
2630-1291 LES INVESTISSEMENTS MARGIO'S INC.	1988 10 31	Montréal
2630-1879 LES INVESTISSEMENTS PAUL PELLETIER INC.	1988 11 01	Montréal
2630-2216 INVESTISSEMENTS PRCHAL INC. PRCHAL INVESTMENTS INC.	1988 11 02	Montréal
2630-0947 JACQUES RENAUD ORGANISATEUR-CONSEIL INC.	1988 10 31	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2627-7970 JEAN ST-ANDRÉ INC.	1988 11 02	Saint-Maurice
2630-2018 JÉRÔME LANGLOIS DESSINATEUR INC.	1988 11 02	Bedford
2630-1820 LABORATOIRES AVICENA INC. AVICENA LABORATORIES INC.	1988 11 02	Montréal
2627-6196 LES CHAUSSURES GIMA INC. GIMA SHOES INC.	1988 11 01	Québec
2630-2737 LICENCE EXPRESS INC.	1988 11 03	Montréal
2627-7871 LOCATION MSF INC.	1988 11 02	Québec
2627-7533 LUCIEN MIRALT INC.	1988 10 31	Abitibi
2630-1770 LUMART SYSTÈMES D'ÉCLAIRAGE & DÉCORATION INC.	1988 11 02	Laval
2630-1507 MAINTÉ-ACTION INC.	1988 10 31	Terrebonne
2629-8885 LA MAISON DU PROSPECTUS INC.	1988 11 01	Montréal
2630-1044 MAJDA FILMS INTERNATIONAL INC.	1988 10 31	Montréal
2630-1473 MARCHÉ J. N. M. FONTAINE INC.	1988 10 28	Longueuil
2630-2182 MARCHÉ LOUISE MÉNARD (CANDIAC) INC.	1988 11 02	Longueuil
2630-2398 MARKETING CORIMAR INC. CORIMAR MARKETING INC.	1988 11 03	Montréal
2630-2778 MEDEXPRO INC.	1988 11 02	Laval
2630-1705 MEGAPRO CONSTRUCTION INC.	1988 11 01	Terrebonne
2627-8200 MICRO-SPEQ INC.	1988 11 03	Québec
2630-1978 MINES SILIDOR INC. SILIDOR MINES INC.	1988 11 01	Rouyn-Noranda
2627-7558 MULTITEM INC.	1988 10 31	Québec
2627-7491 MUR SEC Y.L. INC.	1988 10 31	Beauce
2630-0541 NETTOYEUR STE-ADÈLE (1988) INC.	1988 10 31	Terrebonne
2627-6923 NOURCY LE TRAITEUR INC.	1988 11 01	Québec
2421-3282 PÂTISSERIE DÉLICATESSE LA FORÊT NOIRE INC.	1988 11 03	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2630-1531 PÂTISSERIE LES GALETS INC.	1988 10 31	Montréal
2627-8226 PAVAGE DU GOLFE INC.	1988 11 03	Chicoutimi
2627-4795 LES PÊCHEURS ASSIS INC.	1988 10 27	Chicoutimi
2627-7459 PEINTURE ET TEXTURE CLIMATIQUE F.P.G. INC.	1988 10 31	Montréal
2627-7954 PELLITECH LTÉE	1988 11 02	Drummond
2630-1754 PÉTROLE J. RICHARD GAUTHIER INC.	1988 11 02	Beauharnois
2630-1341 PHENOLCO INC.	1988 10 31	Montréal
2630-1911 PHOTO COPIE BUDGET INC.	1988 11 01	Laval
2630-2166 PLACEMENTS GOBAR INC.	1988 11 02	Longueuil
2630-1283 PLACEMENTS JACQUES BEAUCHESNE INC. JACQUES BEAUCHESNE INVESTMENTS INC.	1988 10 31	Longueuil
2630-2828 PLACEMENTS SURGELAC LTÉE	1988 11 03	Montréal
2630-2232 LES PLACEMENTS VANESSA INC.	1988 11 02	Montréal
2627-8077 LE PLEIN D'EAU INC.	1988 11 01	Longueuil
2627-8333 LA POCATIÈRE AUTOS (1988) INC.	1988 11 01	Kamouraska
2627-8119 POINT DE VUE PUBLICITÉ-COMMUNICATION INC.	1988 10 26	Drummond
2630-1325 LA POINTE AU VENT INC.	1988 10 31	Trois-Rivières
2627-6832 LES PORTES DE LA CAPITALE INC.	1988 11 01	Québec
2630-1085 POURVOIRIE NINAWAWE INC.	1988 10 31	Terrebonne
2629-8810 LES PRODUCTIONS M.J. RICARD INC.	1988 10 31	Montréal
2627-7343 PRODUITS DE CÈDRE ATLANTIC INC. ATLANTIC CEDAR PRODUCTS INC.	1988 10 28	Mégantic
2627-7335 LES PROJETS SPEC INC.	1988 10 28	Frontenac
2627-7855 PUB CHEZ JOE (1988) INC.	1988 11 01	Québec
2627-5792 RANNOU & BILODEAU INC.	1988 10 31	Mégantic

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2630-2091 RECYCLAGE JASPER INC.	1988 11 02	Montréal
2627-7434 REFEXCO INC.	1988 10 31	Rimouski
2627-6188 RÉNOV-ESPACES INC.	1988 11 01	Québec
2627-7475 RESTAURANT «O» MARYN INC.	1988 11 01	Mégantic
2627-7525 ROBERTS TÉLÉCOM INC.	1988 10 31	Québec
2627-8135 ROSTAN MARKETING INC.	1988 11 03	Québec
2630-1069 R. BLAIN DISTRIBUTIONS INC.	1988 10 31	Longueuil
2627-7731 SALON DE COIFFURE ÉDITH LTÉE	1988 10 31	Montréal
2627-7764 LE SALON DE LA RÉNOVATION R.N. INC.	1988 11 01	Québec
2630-1101 SERVICE SANITAIRE DE LA LIÈVRE INC.	1988 10 31	Hull
2630-0772 SERVICES AUTO SYLVIE S. INC.	1988 11 03	Montréal
2630-1895 SERVICES D'ORDINATEURS PICK II INC. PICK II COMPUTER SERVICES INC.	1988 11 01	Montréal
2630-0640 SERVICES MÉNAGERS LUC INC.	1988 10 31	Longueuil
2630-1713 SER-YVO INC.	1988 11 02	Longueuil
2627-7400 SOCIÉTÉ DE RECHERCHE PARAMÈTRES INC.	1988 10 26	Abitibi
2629-8828 SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE PRODUCTION DES FILMS CANADIENS INC.	1988 10 31	Montréal
2627-8218 SPEQ-ALARMES INC.	1988 11 03	QQuébec
2627-7822 LES STRUCTURES D'ACIER C.L.R. INC.	1988 11 01	Drummond
2630-2109 STUDIO DIAGONAL INC.	1988 11 02	Montréal
2627-5784 LES SYSTÈMES INTÉGRÉS BELLEVUE INC.	1988 11 01	Québec
2627-6949 TÉLÉMARKETING AVANT-GARDE INC.	1988 11 01	Québec
2630-2224 TRACTEUR M. FORGET INC.	1988 11 02	Labelle
2630-2349 TRANSPORT HELIC INC.	1988 11 02	Abitibi
2627-7517 TRANSPORTS MARTIAL PARENT INC.	1988 10 31	Roberval

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2630-1903 LES VENTES DEV-PRO LTÉE	1988 11 01	Beauharnois
2630-1358 LES VÊTEMENTS MULTI-GRIFFE INC.	1988 11 01	Montréal

L'inspecteur général des institutions financières.
JEAN-MARIE BOUCHARD

594

Délivrance d'un certificat de continuation

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de continuation à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1628-8938 BIJOUTERIE BASSI INC.	1978 08 07	1988 11 01	
1462-2963 BRÛLEUR À HUILE R.B. INC.	1975 10 01	1988 10 27	
1640-4774 CHAUSSURES RITA HÉBERT INC.	1979 12 19	1988 10 28	
1117-4737 COMPAGNIE CURRENT ÉLECTRIQUE INC.	1962 09 04	1988 10 28	LES PLACEMENTS MARMICH INC. MARMICH INVESTMENTS INC.
1357-3829 CONSTRUCTION ALPECO INC.	1974 06 25	1988 10 25	HOLDRIC INC.
1245-8204 CORPORATION DE PRODUITS CHIMIQUES ET PLASTIQUES	1951 05 14	1988 10 31	
1637-5313 DISTRIBUTION HAUTE-CÔTE INC.	1979 07 09	1988 10 28	
1261-8245 LES ÉCOLES GALOIS - LANGUES VIVANTES, LTÉE	1972 01 03	1988 10 21	
1505-6963 LES ENTREPRISES JUMI INC.	1976 11 18	1988 11 03	MONSIEUR SEPTIQUE INC.
1627-8137 LES ENTREPRISES R.E.F. INC.	1978 06 27	1988 10 31	
1332-2003 IMPRIMERIE DE CHARLEVOIX INC.	1972 10 14	1988 11 01	
1365-0536 J. GILLES AUBIN INC.	1975 04 18	1988 10 25	
1507-7530 MAINTENANCE SEPT-ÎLES (1977) INC.	1977 10 14	1988 10 24	
1332-3050 LA MAISON BLANCHE DE NORTH HATLEY INC.	1972 08 07	1988 10 31	
1206-9191 NETTOYEUR DOMINIC INC.	1970 09 30	1988 10 24	GESTION DOMINIQUE BÉDARD INC.
1274-9958 LES PROPRIÉTÉS MCCORD INC.	1928 06 26	1988 10 31	

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1360-0234 QUEBIMPEX INC.	1974 10 31	1988 10 31	
1249-8788 RIDGEWOOD COURT INC.	1951 12 14	1988 10 31	LES COURS RIDGEWOOD INC. RIDGEWOOD COURT INC.
1115-2436 ROBE LOUIS INC.	1960 10 11	1988 10 31	ajoutant la version: LOUIS DRESS INC.
1628-5223 SPORTS CARLETON INC.	1978 07 21	1988 11 04	
1112-5770 TAVERNE BOULEVARD ROSEMONT INC.	1966 05 10	1988 10 24	
1363-1981 USINAGE A.S. LIMITÉE	1975 05 01	1988 10 31	
1359-7489 LES VÊTEMENTS FATIMA INC.	1974 10 17	1988 11 01	MODE F.Z. INC.

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

594

Délivrance d'un certificat de fusion

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de fusion à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2627-5446 2627-5446 QUÉBEC INC.	2430-0170 QUÉBEC INC. 2535-3012 QUÉBEC INC. LES ENTREPRISES LEBOISE LIMITÉE	1988 11 01	Québec
2627-8739 BRUNOR INC.	BRUNOR INC. LOUIS DUTIL INC.	1988 12 01	Longueuil
2627-8689 CAFÉ LA COUREUSE DES GRÈVES INC.	LES MIETTES AUX OISEAUX INC. CAFÉ LA COUREUSE DES GRÈVES INC.	1988 10 26	Montmagny
2627-8812 COMPAGNIE PHARMACO-CHIMIQUE INC. CHEMICO-PHARMACEUTICAL COMPANY INC.	NILCO INC. COMPAGNIE PHARMACO-CHIMIQUE, INC.	1988 11 01	Montréal
2627-6790 DISTRILEC INC.	MATHIEU LUMINAIRE (1985) INC. GRATIEU DESCHÊNES INC. 2421-6251 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Québec
2627-8804 DOMAINE KATERI INC.	DOMAINE KATERI INC. 2618-3657 QUÉBEC INC.	1988 10 31	Terrebonne
2627-6998 FERME ANDRÉ DESCHÊNES & FILS (1987) INC.	FERME ANDRÉ DESCHÊNES & FILS INC. FERME ANDRÉ DESCHÊNES & FILS (1987) INC.	1989 01 04	Joliette

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2627-5776 F. PILON INC.	F. PILON INC. L.I.M.A. FOURNITURES DE BUREAU INC.	1988 11 01	Laval
2627-8796 GESTION F. & L. INC.	GESTION F. & L. INC. 2412-4083 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Alma
2627-8697 GESTION JEAN MARTIN INC.	GERPATEC INC. GESTION JEAN MARTIN INC.	1988 11 01	Québec
2627-5503 GESTIONS BE-RE INC.	GESTIONS BE-RE INC. LES PLACEMENTS R.B. GIGUÈRE INC.	1988 11 03	Québec
2627-8671 LA NORAY INC.	LA NORAY INC. BIRON ET BLANCHARD INC.	1988 10 31	Drummond
2627-5529 LES OUVERTURES ET PORTES SAGUENAY LAC ST-JEAN LTÉE	LES OUVERTURES ET PORTES SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN LTÉE	1988 11 01	Chicoutimi
2627-6881 PLACEMENT GESANI INC.	PLACEMENT GESANI INC. RESTAURANT LE RALLYE INC.	1988 11 01	Rimouski
2627-8747 LES PLACEMENTS LUNEBOURG LTÉE	LES PLACEMENTS LUNEBOURG LTÉE SERVICES IMMOBILIERS LUNEBOURG LTÉE	1988 10 31	Laval
2627-5511 SOCIÉTÉ DE PLACEMENTS ORPER INC.	SOCIÉTÉ DE PLACEMENTS ORPER INC. SOCIÉTÉ DE GESTION GILLES LIBOIRON LTÉE SOCIÉTÉ DE GESTION AGR2K INC.	1988 11 01	Montréal
2627-8358 TECNO MÉTAL INC.	TECNO MÉTAL INC. 2621-9063 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Québec
2627-8705 TRUDEL & THERRIEN (1988) INC.	TRUDEL & THERRIEN INC. 2627-4324 QUÉBEC INC.	1988 11 01	Québec

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

594

Délivrance d'un certificat de modification

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de modification à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1864-9392 1864-9392 QUÉBEC INC.	1982 12 21	1988 10 28	du district: Mégantic
2160-3378 2160-3378 QUÉBEC INC.	1983 09 30	1988 11 04	des dispositions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2171-2807 2171-2807 QUÉBEC INC.	1984 06 05	1988 11 02	du district: Montréal
2319-1547 2319-1547 QUÉBEC INC.	1985 04 12	1988 10 24	de la dénomination sociale: MÉTAUX GHERBAVAZ LTÉE
2422-5435 2422-5435 QUÉBEC INC.	1986 12 02	1988 10 26	des restrictions à l'activité
2426-0408 2426-0408 QUÉBEC INC.	1987 01 14	1988 11 02	de la dénomination sociale: CLUB LE SUPER CHIPPS INC.
2426-0804 2426-0804 QUÉBEC INC.	1987 01 15	1988 10 27	du district: Saint-François
2433-4229 2433-4229 QUÉBEC INC.	1987 02 27	1988 11 01	de la dénomination sociale: ALIMENTS ORCA INC.
2440-3677 2440-3677 QUÉBEC INC.	1986 09 16	1988 10 27	du district: Montréal
2529-8779 2529-8779 QUÉBEC INC.	1987 09 01	1988 10 26	de la dénomination sociale: ROMAN A. DISTRIBUTION INC.
2531-3008 2531-3008 QUÉBEC INC.	1987 10 05	1988 10 31	de la dénomination sociale: CODAR INC.
2532-9681 2532-9681 QUÉBEC INC.	1987 11 18	1988 10 31	de la dénomination sociale: PLACE CENTRE-VILLE D'AMOS (1988) INC.
2539-6151 2539-6151 QUÉBEC INC.	1987 09 28	1988 10 27	de la dénomination sociale: ALIMENTATION BENOIT SIMARD & FILS INC.
2545-7516 2545-7516 QUÉBEC INC.	1988 02 25	1988 10 24	des dispositions GRANIT DU NORD INC.
2546-0981 2546-0981 QUÉBEC INC.	1988 02 29	1988 10 24	de la dénomination sociale: GESTION TRIZOD INC.
2547-2630 2547-2630 QUÉBEC INC.	1988 01 21	1988 11 01	de la dénomination sociale: DOMAINE NOUVEAUX HORIZONS INC. NEW HORIZONS ESTATE INC.
2549-1911 2549-1911 QUÉBEC INC.	1988 02 24	1988 10 28	du district: Montréal
2549-4105 2549-4105 QUÉBEC INC.	1988 03 01	1988 10 27	du capital-actions
2551-0488 2551-0488 QUÉBEC INC.	1988 04 14	1988 11 01	de la dénomination sociale: PRO DES ENDUITS INT-EX INC.
2553-0775 2553-0775 QUÉBEC INC.	1988 05 19	1988 11 03	du district: Laval
2553-1930 2553-1930 QUÉBEC INC.	1988 05 31	1988 11 01	de la dénomination sociale: GESTION YVES BOUCHER INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2553-7242 2553-7242 QUÉBEC INC.	1988 06 10	1988 10 27	de la dénomination sociale: GESTION JETBEC INC.
2619-5362 2619-5362 QUÉBEC INC.	1988 06 03	1988 10 31	de la dénomination sociale: LES PROMENADES DU CUIVRE INC.
2621-3975 2621-3975 QUÉBEC INC.	1988 09 07	1988 10 24	1) du capital-actions 2) des dispositions
2621-6309 2621-6309 QUÉBEC INC.	1988 08 29	1988 10 26	du district: Rouyn-Noranda
2621-9642 2621-9642 QUÉBEC INC.	1988 09 12	1988 10 24	de la dénomination sociale: SIMON CARON (ENTREPRENEUR ÉLECTRICIEN) INC.
2623-4021 2623-4021 QUÉBEC INC.	1988 07 21	1988 10 24	1) du capital-actions 2) des dispositions 3) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 10
2624-0762 2624-0762 QUÉBEC INC.	1988 09 06	1988 10 24	de la dénomination sociale: ÉLECTRICITÉ CARBURATION N. TUSHKEVICH INC.
2625-7220 2625-7220 QUÉBEC INC.	1988 08 22	1988 10 31	de la dénomination sociale: SOFIR INC.
2626-9720 2626-9720 QUÉBEC INC.	1988 09 20	1988 11 01	du district: Laval
2628-5510 2628-5510 QUÉBEC INC.	1988 09 28	1988 10 28	du district: Joliette
2628-7912 2628-7912 QUÉBEC INC.	1988 10 04	1988 10 31	du district: Longueuil
2629-1179 2629-1179 QUÉBEC INC.	1988 10 11	1988 11 01	de la dénomination sociale: LES CONSTRUCTIONS ARPEN INC.
2629-1534 2629-1534 QUÉBEC INC.	1988 10 11	1988 10 26	de la dénomination sociale: LES SPÉCIALISTES DU CHAUFFAGE PAR RAYONNEMENT S C R INC.
1506-0528 AMUSEMENT N.R.D. INC.	1977 08 10	1988 10 24	de la dénomination sociale: GESTION T.N. INC.
2313-1444 ARMATURES AUGER INC.	1984 11 27	1988 11 01	de la dénomination sociale: R.S. AUGER AUTO INC.
2426-8088 ARMOIRES DE CUISINES CSB INC.	1987 02 04	1988 10 31	de la dénomination sociale: LES CUISINES 3-M (1988) LTÉE 3-M KITCHENS (1988) LTD.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2313-4950 LES ASSUREURS MORIER ET MCMAHON INC.	1984 12 03	1988 10 24	de la dénomination sociale: LES ASSUREURS MORIER, MCMAHON ET BOISSONNEAULT INC.
2432-0798 AUCLAIRAGE INC.	1987 03 09	1988 10 25	du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 10
1469-9235 BALANCES DE L'ESTRIE INC.	1976 09 08	1988 10 31	du capital-actions
2621-4262 LES BOIS S.S. LTÉE	1988 08 17	1988 11 01	de la dénomination sociale: LES BOIS S & S LTÉE
2318-2249 BOUTIQUE VIVENCY (1985) INC.	1985 03 25	1988 11 02	de la dénomination sociale: LES PRODUCTIONS SINEUVE INC.
1370-5249 BRASSERIE AUX GÉMEUX INC.	1974 11 28	1988 10 31	de la dénomination sociale: 1370-5249 QUÉBEC INC.
1137-5821 BRASSERIE STE-FOY INC.	1963 04 25	1988 10 27	de la dénomination sociale: 1137-5821 QUÉBEC INC.
2438-7300 B. & W. MARKETING INC.	1986 07 15	1988 10 31	de la dénomination sociale: LES RÉALISATIONS DUNKIN CAB INC.
1162-6611 CARRIÈRE D'ACTON VALE LTÉE	1958 10 06	1988 11 04	du capital-actions
1206-3103 LES CENTRES JARDINS PARADIS INC.	1971 03 18	1988 11 02	du capital-actions
2167-5889 CHARCUTERIE TRADITIONNELLE AP INC.	1984 03 15	1988 11 03	1) du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 10 2) du capital-actions 3) des dispositions
2163-2633 CONCEPTION ASSISTÉE PAR ORDINATEUR C A O INC.	1983 12 01	1988 11 01	1) de la dénomination sociale: PRODUCTIONS K.O. INC. K.O. PRODUCTIONS INC. 2) du district: Montréal 3) du capital-actions 4) des dispositions
2627-6790 DISTRILEC INC.	1988 11 01	1988 11 03	du capital-actions
1173-8796 DONOHUE INC.	1920 03 30	1988 10 28	du capital-actions
2627-3185 DUMONT VINS & SPIRITUEUX INC.	1988 10 21	1988 10 31	1) du capital-actions 2) des dispositions 3) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 15

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2161-4656 LES ENTREPRISES AGRICOLES MARC BOULANGER INC.	1983 10 20	1988 11 02	de la dénomination sociale: LIQUI-PORC INC.
1841-7477 LES ENTREPRISES BEAUCO INC.	1980 12 16	1988 10 25	de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES MARIE FEE INC.
1862-2407 LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION FRÉDÉRIC ET YVES GOYETTE INC.	1982 10 13	1988 10 28	de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION FRÉDÉRIC GOYETTE INC.
2618-2709 LES ENTREPRISES STRUCTURALES COROBEK INC.	1988 06 13	1988 10 24	du district: Longueuil
2414-1491 GERO NEON INC.	1986 03 26	1988 10 28	de la dénomination sociale: 2414-1491 QUÉBEC INC.
2552-0032 GESTION BRETON HAINS INC.	1988 05 09	1988 10 21	1) du capital-actions 2) des dispositions
2547-5625 GESTION CREGEMON INC.	1988 01 28	1988 10 26	du capital-actions
1859-5165 GESTION D.Y.G. INC.	1982 07 09	1988 09 30	de la dénomination sociale: LE GROUPE E.N.F. INC.
1505-8209 GESTION FRANÇOIS RENAUD INC.	1976 11 30	1988 10 25	du district: Montréal
2625-1371 GESTION HESS INC.	1988 10 20	1988 11 04	des restrictions à l'activité
2524-0813 GESTION IMMOBILIÈRE CHAMBERLAND & LEDUC INC.	1987 04 03	1988 10 28	du capital-actions
2526-0969 GESTION NATASHA INC.	1987 05 21	1988 11 03	de la dénomination sociale: CONSTRUCTION YVES NAUD INC.
2153-2411 GESTION RENÉ BLANCHETTE INC.	1983 03 25	1988 11 01	du capital-actions
2626-6015 LE GROUPE COROBEK INC.	1988 09 12	1988 10 24	du district: Longueuil
2627-2658 LES HABITATIONS THERMOPLEX INC.	1988 09 28	1988 11 02	de la dénomination sociale: DISTRIBUTIONS ALIMENTAIRES TREBOR INC.
2326-7842 IMMEUBLES 20,000 R.E. INC.	1985 09 11	1988 11 03	de la dénomination sociale: SÉRIGRAPHIE 4780 INC.
2171-0686 LES IMMEUBLES SUMMUM INC.	1984 06 01	1988 11 02	de la dénomination sociale: RE/MAX AVANT-GARDE (1988) INC.
1629-3078 INTRO-PAK INC.	1978 08 31	1988 10 25	du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2440-0376 I.D. INTER-DESIGN INC.	1986 09 03	1988 10 28	de la dénomination sociale: J.M.A. CONSULTANTS INC.
2620-8454 JOURNAL L'UNION INC.	1988 07 21	1988 11 02	de la dénomination sociale: 2620-8454 QUÉBEC INC.
1270-2841 LABELLE ASSURANCE INC.	1972 03 09	1988 11 01	du capital-actions
2430-2473 LÉONARD BOULAY CENTRE DU JARDIN INC.	1987 02 09	1988 10 31	de la dénomination sociale: CENTRE DU JARDIN LÉONARD BOULAY INC.
2423-6382 L. BRUNET & ASSOCIÉS INC.	1986 10 31	1988 10 31	ajoutant la version: L. BRUNET & ASSOCIATES INC.
1334-6796 MANI ATLAS MASTIC INC.	1973 03 16	1988 10 27	de la dénomination sociale: MANI ATLAS INC.
2316-3140 MARCHÉ SAINT-RÉDEMPTEUR 1981 INC.	1985 02 11	1988 11 02	de la dénomination sociale: 2316-3140 QUÉBEC INC.
1845-5873 MATÉRIAUX BLANCHET INC.	1981 04 25	1988 11 01	du capital-actions
2534-8798 MATÉRIAUX LES RIVES INC.	1987 05 03	1988 10 31	du district: Drummondville
1195-1373 MEKANIK INC.	1970 01 05	1988 10 27	du capital-actions
1378-0200 MINES DE MÉTAUX ABITIBI LTÉE	1951 07 12	1988 11 04	du nombre des administrateurs: minimum: 5 maximum: 10
2529-3366 MODE-CACHET INC.	1987 08 18	1988 11 01	de la dénomination sociale: NOUBACO INC.
2413-5899 N. RANCOURT TRANSPORT INC.	1986 03 10	1988 10 27	1) de la dénomination sociale: DISTRIBUTIONS LBR INC. 2) des restrictions à l'activité
2418-5860 OPTIGAM INC.	1986 07 21	1988 10 24	du capital-actions
2629-3183 LES PLACEMENTS IMPLEX INC.	1988 10 14	1988 10 28	des restrictions à l'activité
2546-6160 LES PRODUCTIONS L.N.H.A. INC.	1988 01 12	1988 10 31	de la dénomination sociale: RÉSEAU NATIONAL L.N.H.A. INC. N.A.H.L. NATIONAL LEAGUE INC.
2327-7080 LES PRODUCTIONS MICHEL LE FRANÇOIS INC.	1985 09 25	1988 10 27	du district: Longueuil
2539-1509 LE PUB CHEZ JOE INC.	1987 09 17	1988 11 03	de la dénomination sociale: 2539-1509 QUÉBEC INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2154-8706 R & M PARENT LTÉE	1983 05 02	1988 10 31	de la dénomination sociale: PARENT & HOGUE LTÉE
1323-8563 RAYMOND LEVAC ASSURANCES INC.	1964 11 19	1988 11 01	1) de la dénomination sociale: VÉZINA, LEVAC & ASSOCIÉS INC. 2) du capital-actions 3) des dispositions 4) du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 10
2629-4397 RESTAURANT PASTA SINA INC.	1988 10 18	1988 10 28	de la dénomination sociale: 2629-4397 QUÉBEC INC.
2439-3316 RE-MAX AVANT-GARDE INC.	1986 08 08	1988 11 02	de la dénomination sociale: LES INVESTISSEMENTS BEAUDRY & BOUCHARD INC.
2415-8222 SÉCURITEX ABITIBI INC.	1986 04 24	1988 11 03	1) de la dénomination sociale: S.O.S. PRÉVENTION ABITIBI INC. 2) du district: Abitibi
2621-3934 SERVI LITHO ET COPIE INC.	1988 09 01	1988 10 24	des dispositions
1249-7962 SERVICE DE COURRIER MONTRÉAL INC.	1970 09 18	1988 10 31	du district: Beauharnois
2550-3590 SERVICES DE TRANSPORT GRAPHIC INC.	1988 03 14	1988 11 03	de la dénomination sociale: MAJESTIC TRANSPORT INC.
2550-3715 SERVICES DE TRANSPORT MAG-TRANS INC.	1988 03 14	1988 11 03	de la dénomination sociale: SERVICES DE COURTAGE ALLIANCE INC. ALLIANCE TRAFFIC SERVICES INC.
2625-7980 LES SERVICES MERCATOR INC.	1988 08 24	1988 10 31	de la dénomination sociale: PLANIGESTION B.M.P. INC.
2413-1310 SERVICES VALOIS-MCLARNON INC.	1986 03 04	1988 11 01	1) de la dénomination sociale: GEPEO INC. 2) du district: Bedford 3) du capital-actions 4) des dispositions 5) du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 10
2430-6003 SILENCIEUX B.Y.R. INC.	1987 03 02	1988 10 25	du capital-actions
2625-8871 SOCIÉTÉ DE COURTAGE EQUIMAX INC.	1988 08 25	1988 10 28	des dispositions
2154-6767 SOGESPIN INC.	1983 04 27	1988 10 24	du district: Beauharnois

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1862-5491 TRANE VENTE ET SERVICE (SAGUENAY) INC.	1982 11 02	1988 11 01	de la dénomination sociale: GLENN PARKS INC.
1859-7401 TRANSPORT G. DUCHARME INC.	1982 07 15	1988 10 28	du capital-actions
2325-6431 ZAL PIÈCES PETITES VOITURES INC.	1985 08 20	1988 11 01	de la dénomination sociale: AUTOREC. INC.

*L'inspecteur général, des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

594

Compagnies (Partie III) — Loi sur les

Lettres patentes

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes constituant en corporation chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2627-7772 ACTION-ÉCOLOGIE, ST-JEAN DE MATHA	1988 11 01	Saint-Jean de Matha
2627-5818 L'ANSE «O» POM INC.	1988 11 02	300, rue Saint-Jean Baptiste, Anse Saint-Jean
2627-7707 ASSOCIATION DE CHASSE ET PÊCHE DE NOTRE-DAME DE MONTAUBAN INC.	1988 11 01	655, Principale, Notre-Dame de Montauban
2627-6238 ASSOCIATION DE FOOTBALL DU LAKESHORE	1988 11 04	17000, Hymus, Kirkland
2627-6964 L'ASSOCIATION DES COMMERÇANTS DU QUARTIER-LATIN DE LA RUE ST-DENIS INC.	1988 11 02	1647, Saint-Denis, Montréal
2627-6170 L'ASSOCIATION DES ENTREPRENEURS PEINTRES DU SAGUENAY LAC ST-JEAN INC.	1988 11 02	1266, rue Vimy, Chicoutimi
2627-6071 ASSOCIATION DES FAMILLES MARCHAND	1988 11 01	1210, avenue du Séminaire, Sainte-Foy
2627-7798 ASSOCIATION DES GENS D'AFFAIRES DE L'ÎLE PERROT	1988 11 02	421, Grand Boulevard, Île Perrot
2627-7939 L'ASSOCIATION DES INTERVENANTS EN FORMATION PERSONNELLE ET SOCIALE (A.I.F.P.S.)	1988 11 04	8501, Henri-Julien, Montréal
2627-8176 ASSOCIATION DES LOCATAIRES DE LA MAISON JEAN RIVARD	1988 11 03	8383, 14 ^e Avenue, app. 411, Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2627-7921 ASSOCIATION DES POURVOYEURS DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN CHIBOUGAMAU	1988 11 04	1596, rue Voltaire, Chicoutimi
2627-6220 ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS EN GESTION PHILANTHROPIQUE (APGP)	1988 11 03	910, avenue Pratt, Montréal
2627-7210 ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DOMAINE VALLÉE DES PINS	1988 11 02	Notre-Dame de Lourdes
2627-6907 ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DU RANG DOUBLE	1988 11 02	735, rang Double, Saint-Ambroise de Kildare
2627-8184 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE LA THÉRAPIE DE LA RÉALITÉ INC.	1988 11 03	6335, boulevard de l'Assomption, Montréal
2627-5768 ASSOCIATION RÉGIONALE DE BADMINTON DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1988 11 01	17, rue Mgr Rhéaume est, Rouyn-Noranda
2627-7889 BRIL-VITRE ENTRAIDE DU TROISIÈME ÂGE	1988 11 02	94, rue Brodeur, Longueuil
2627-7897 CAMP VIATEUR INC.	1988 11 02	Thetford Mines
2627-8309 CENTRE DE PLEIN-AIR PANORAMIQUE	1988 11 01	Rang 5 sud, Lac Nominingue
2624-9425 CENTRE D'APPRECIATION DES ROSES D'OR (C.A.R.O.)	1988 11 02	75, rue Chartier, Sherbrooke
2627-7863 CENTRE MARIE DE BÉTHANIE INC.	1988 11 02	14, rue Laurier, Baie-Comeau
2627-6576 CIRCUIT DE TENNIS LASALLE	1988 11 02	55, rue Dupras, Lasalle
2627-8788 CLUB DE JUDO CADI-KAN	1988 11 04	22, 3 ^e Avenue ouest, Cadillac
2627-6550 CLUB SOCIAL LES ÉCURIES LAPLAINE INC.	1988 11 02	La Plaine
2627-7780 LE COMITÉ DES CITOYENS DE BROMONT	1988 11 01	1088, rue Shefford, Bromont
2627-6584 COMITÉ RÉGIONAL DE PRÉVENTION DU CRIME CÔTE-NORD (RÉGION 09)	1988 11 03	20, boulevard Comeau, Baie-Comeau
2627-6899 CONGRÉGATION ACHIM ISRAËL	1988 11 02	232, Netherwood Crescent, Hampstead
AGUDAT ACHIM ISRAEL		
2627-7806 LA CONGRÉGATION DES TÉMOINS DE JÉHOVAH DE MONT-JOLI	1988 11 02	Mont-Joli

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2627-6568 CONGRÉGATION DES TÉMOINS DE JÉHOVAH DE MONTRÉAL PARC	1988 11 02	495, Prince-Arthur, app. 7, Montréal
2627-5834 ÉCOLE COMPLÉMENTAIRE SUISSE DE MONTRÉAL INC.	1988 11 03	Montréal
2627-6592 ÉGLISE EMMANUEL DE ST-BRUNO	1988 11 04	1360, rue Châteauguay, Saint-Bruno
2627-6162 FONDATION JEAN-GUY TURCOTTE	1988 11 02	755, 4 ^e Avenue, Val d'Or
2627-8317 GARDE DE ST-DAVID DE FALARDEAU	1988 11 02	248, boulevard Saint-David, Saint-David de Falardeau
2627-8390 GROUPE RAYON DE SOLEIL PROJET D'AIDE DOMESTIQUE AUX PERSONNES ÂGÉES	1988 11 03	11547, des Narcisses, Montréal-Nord
2625-1983 HABITATIONS LES 11 VOLETS	1988 11 04	1185, rue Jean-Talon est, Montréal
2627-7251 INTRO-TRAVAIL RÉGION DE MÉGANTIC	1988 11 02	3700, rue Laval, Lac-Mégantic
2627-7913 MIRA ASSOCIATION CANADIENNE DE SERVICES TÉLÉMATIQUES	1988 11 04	1950, rue Lavallée, Longueuil
2627-6972 PLACE AUX AÎNÉS	1988 11 02	Route du Moulin, Saint-Bruno de Kamouraska
2627-8424 POPOTE VOLANTE DE GALILÉE	1988 11 04	116, St-Joseph, Terrebonne
2624-7874 RÉSIDENTE SAINT-PIERRE BARACHOIS DE MALBAIE INC.	1988 11 02	1065, route 132, Barachois de Malbaie
2627-6246 SERVICE DE GARDE «LES RENARDEAUX»	1988 11 04	Dolbeau
2627-7715 SERVICE D'AIDE ET DE CONSULTATION SUR LE TRAVAIL DU S-O DE MONTRÉAL	1988 11 01	3400, Delisle, Montréal
2627-7699 LA SOCIÉTÉ D'ACTION NATIONALE DE MATANE	1988 11 01	149, Meunier, Matane
2627-7236 SOCIÉTÉ MONTRÉGÉNIENNE DE GÉNÉALOGIE	1988 11 02	Marieville
2627-8192 SOLIDARITÉ POPULAIRE ESTRIE	1988 11 03	Sherbrooke
2627-7756 TÉLÉVISION COMMUNAUTAIRE DE QUÉBEC INC.	1988 11 01	2700, Jean-Perrin, bureau 121, Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2627-7749 TÉLÉ-PLUS 24 - RÉGION 03 INC.	1988 11 01	2700, Jean-Perrin, bureau 121, Québec
594		<i>L'inspecteur général des institutions financières, JEAN-MARIE BOUCHARD</i>

Lettres patentes supplémentaires

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes supplémentaires à chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modifications
1643-7139 CENTRE DE FORMATION POUR FEMMES (C.F.F.)	1980 04 16	1988 11 01	des objets
2330-1427 CHORALE LES LORIOTS DE CAP-ROUGE	1985 11 08	1988 11 03	des objets
1273-4182 ÉCOLE MAIMONIDE	1969 08 25	1988 11 02	de la valeur des biens immobiliers
1842-4945 FONDATION MIRA INC.	1981 01 22	1988 11 01	de la valeur des biens immobiliers
2620-7845 H A L T E	R É P I T 1988 08 18	1988 11 03	1) des objets
HOCHELAGA-MAISONNEUVE			2) des dispositions
1470-4639 MAISON DE QUARTIER DE JONQUIÈRE INC.	1976 09 27	1988 11 04	1) des objets 2) de la valeur des biens immobiliers 3) des dispositions
594			<i>L'inspecteur général des institutions financières, JEAN-MARIE BOUCHARD</i>

Compagnies (Divers) — Loi sur les

Dissolution (Article 28)

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accepté de dissoudre chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
1181-5917 1181-5917 QUÉBEC INC.	1968 08 14	1988 11 01
1855-9724 1855-9724 QUÉBEC INC.	1982 03 17	1988 11 01
2152-2222 2152-2222 QUÉBEC INC.	1983 03 03	1988 11 03
2165-5709 2165-5709 QUÉBEC INC.	1984 02 06	1988 11 03
2310-7543 2310-7543 QUÉBEC INC.	1984 09 29	1988 11 03

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
2313-0123		
2313-0123 QUÉBEC INC.	1984 11 22	1988 11 01
2329-1198		
2329-1198 QUÉBEC INC.	1985 10 21	1988 11 03
2414-8538		
2414-8538 QUÉBEC INC.	1986 04 03	1988 11 01
2431-6366		
2431-6366 QUÉBEC INC.	1987 04 07	1988 11 03
2436-7617		
2436-7617 QUÉBEC INC.	1986 04 25	1988 11 03
2323-3141		
LES AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS DES DEUX MONTS, INC.	1985 07 02	1988 11 01
2413-3993		
ART ET CULTURE CLASSIQUE A.K. INC.	1986 03 07	1988 11 03
1504-6626		
ATELIER DE CARROSSERIE D'AUTO ST-LAURENT INC.	1976 08 18	1988 11 01
1241-7051		
AUTO-BUFFET DECADA INC.	1964 03 10	1988 11 01
1480-3969		
A.L. DUPUIS INC.	1975 10 15	1988 11 01
2172-6294		
BENCO (MONTRÉAL) LTÉE	1984 07 12	1988 11 01
1238-1299		
BERGER & ASSOCIÉS INC.	1960 01 27	1988 11 03
2170-4788		
BRIGADE SÉCURITAIRE D'ABITIBI-OUEST	1984 06 01	1988 11 01
1233-0270		
BRIQUE ANTIQUE, LTÉE	1966 05 12	1988 11 01
1510-6396		
CENTRE DE DISTRIBUTION 1900 INC.	1978 01 30	1988 11 03
2318-5713		
CENTRE ÉDUCATIF MIGRATION	1985 04 19	1988 11 01
2434-2982		
CLINIQUE D'URGENCE ET DE MÉDECINE FAMILIALE 200 INC.	1986 01 31	1988 11 01
2161-9937		
CLUB VIDÉO FILM DESJARDINS INC.	1983 11 01	1988 11 01
2411-9448		
CORPORATION ARTISTIQUE LA CLAQUE	1986 05 28	1988 11 01
1468-8055		
CORPORATION FOREQ LTÉE	1976 07 30	1988 11 03
1313-1859		
CREDIT ACCEPTANCE COMPANY INC.	1954 03 25	1988 11 01
1858-8319		
DÉPANNEUR DU CHEMIN CHAMBLY INC.	1982 06 14	1988 11 01
2333-8668		
LES DISTRIBUTIONS MARTIN GIRARD INC.	1986 01 20	1988 11 01
2542-2585		
LES ENTREPRISES CARLBEC LTÉE	1987 12 21	1988 11 03

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
2421-2714 LES ENTREPRISES GEON-BERT INC.	1986 10 22	1988 11 01
1847-0963 L'ÉTOILE ALPHA INC.	1981 06 04	1988 11 01
2317-1325 EXCAVATION GILLES LAMBERT INC.	1985 02 26	1988 11 01
1849-5804 FÉRIE DES NEIGES	1981 09 01	1988 11 01
1115-1404 LES FOURRURES DANKOFF-KAMAY LTÉE	1957 09 04	1988 11 01
1863-8692 GESTION DE CRÉDIT R.M.J. INC.	1982 12 02	1988 11 01
1508-1854 LES HABITATIONS CHANTIGNOLE INC.	1977 10 31	1988 11 01
2157-4272 HOSTELLERIE DE LA GENTILHOMMIÈRE INC.	1983 06 27	1988 11 01
1501-6355 LES IMMEUBLES TAPIS ROUGE INC.	1976 01 05	1988 11 01
1103-0400 KINGSBURY SHOES LTD	1944 01 29	1988 11 01
1128-7042 LAFARGE BÉTON LTÉE	1946 08 23	1988 11 01
1642-1570 MARC ROBICHAUD & ASSOCIÉS INC.	1980 03 06	1988 11 03
1241-5527 MARCO & BRUNO CONSTRUCTION INC.	1964 12 30	1988 11 01
1473-4040 MARCOBEC INC.	1977 01 21	1988 11 03
1161-8105 MÉTAUX DE MAGOG INC.	1968 05 30	1988 11 03
1313-8557 MON BIJOUTIER LTÉE	1961 05 16	1988 11 03
1277-2869 NAPIER DEVELOPMENT CO.	1959 06 29	1988 11 03
1860-0064 PLACEMENTS BÉGIN-OFT LTÉE	1982 08 02	1988 11 03
1213-4003 PLACEMENTS MERCURY INC.	1965 01 26	1988 11 01
1627-2445 LES PLACEMENTS P.A.N.S. LTÉE	1978 06 05	1988 11 01
1506-8224 PUBLICITÉ BORIS INC.	1977 09 06	1988 11 01
1858-9648 REGROUPEMENT DES SECRÉTAIRES DE GRANBY ET LA RÉGION INC.	1982 08 10	1988 11 01
2162-1073 SABLAGE LEROUX INC.	1983 11 04	1988 11 01
1465-1749 SILENCIEUX C. CÔTÉ INC.	1976 03 01	1988 11 01

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
1854-3249 LA SOCIÉTÉ OUTRE-MER KCA INC.	1982 09 09	1988 11 01
1473-3323 STUDIO ÉROTIQUE DE LONGUEUIL INC.	1977 01 19	1988 11 01
1346-9275 LES SYSTÈMES DE TÉLÉCOMMUNICATION G.C. INC.	1973 10 31	1988 11 03
2435-6875 TABAPRIX INC.	1986 04 14	1988 11 01
1115-1248 TROUSERS INC.	1957 03 18	1988 11 01
1142-5592 VÉRONA CONSTRUCTION LTD.	1948 07 07	1988 11 03
2531-2315 VINTECH ÉQUIPEMENTS INC.	1987 10 02	1988 11 03
1124-0827 WILLIE BOUTIN INC.	1956 01 19	1988 11 01
594		<i>L'inspecteur général des institutions financières, JEAN-MARIE BOUCHARD</i>

Dissolution — Demandes de**1862-4973 QUÉBEC INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «1862-4973 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 9 novembre 1988

*Les procureurs de la compagnie,
CLARKSON, TÉTRAULT*

58729

2333-8833 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2333-8833 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Rimouski, le 26 octobre 1988

*Le président,
MAGELLA JOUBERT*

58781

2434-8286 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2434-8286 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 9 novembre 1988

*Les procureurs de la compagnie,
MALOUIN, PHANEUF*

58795

2436-5199 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2436-5199 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 25 octobre 1988

58796

*Le président,
ANDRÉ GOSSELIN*

ALSCO (1974) INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ALSCO (1974) INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 9 novembre 1988

*Le secrétaire adjoint,
BRIAN SHERMAN*

58730

AMEUBLEMENT LAROCHELLE ET FILS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «AMEUBLEMENT LAROCHELLE ET FILS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Arthabaska, le 26 octobre 1988

*Le procureur de la compagnie,
YVES BÉCHARD, notaire*

58782

ASSOCIATION DE CROSSE DE VARENNES

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ASSOCIATION DE CROSSE DE VARENNES» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Varennnes, le 12 septembre 1988

58731

*Le président,
PIERRE LEGAULT*

**ASSOCIATION DE THÉRAPIE RESPIRATOIRE
DU QUÉBEC INC.
QUEBEC ASSOCIATION OF RESPIRATORY
THERAPY INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ASSOCIATION DE THÉRAPIE RESPIRATOIRE DU QUÉBEC INC.—QUEBEC ASSOCIATION OF RESPIRATORY THERAPY INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 8 novembre 1988

Les procureurs de la compagnie,
PHILLIPS & VINEBERG

58732

**ASSOCIATION DES REPRÉSENTANTS DE LA
MAURICIE**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ASSOCIATION DES REPRÉSENTANTS DE LA MAURICIE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Trois-Rivières, le 11 novembre 1988

Le secrétaire,
JEAN-PAUL CHARPENTIER

58797

BEAUPARLANT & FILS LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «BEAUPARLANT & FILS LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 28 octobre 1988

Les procureurs de la compagnie,
GASCO, LINTEAU & GRIGNON, avocats

58733

BÉTON DUPRÉ INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «BÉTON DUPRÉ INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Drummondville, le 11 novembre 1988

La présidente,
LOUISE DUPRÉ

58783

**BOUDREAU, FERRON, DEVOST, & ASSOCIÉS
LTÉE.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «BOUDREAU, FERRON, DEVOST, & ASSOCIÉS LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Amos, le 8 novembre 1988

Le procureur de la compagnie,
MARIE-ANNE DUFOUR, notaire

58734

CHÂTEAU DU LAC QUINN INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CHÂTEAU DU LAC QUINN INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Gabriel, le 15 juin 1988

58735

La secrétaire,
MARIE PAULE GUINDON COMTOIS

CHÂTEAU LA BRISE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CHÂTEAU LA BRISE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 4 novembre 1988

58736

La présidente,
L. BRISEBOIS

CLUB D'ARTISANAT LES HIRONDELLES INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CLUB D'ARTISANAT LES HIRONDELLES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Gabriel, le 7 novembre 1988

58737

La présidente,
MADELINE GOUDREAU

**COMITÉ ORGANISATEUR DES FÊTES EN
LOISIRS DE ST-ANTONIN (C.O.F.L.)**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «COMITÉ ORGANISATEUR DES FÊTES EN LOISIRS DE ST-ANTONIN (C.O.F.L.)» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Antonin, le 7 novembre 1988

58738

Le président,
MARIO SIROIS

**CORPORATION DU CLUB DES JEUNES DE
SAINT-JEAN-CHRYSOSTOME**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CORPORATION DU CLUB DES JEUNES DE SAINT-JEAN-CHRYSOSTOME» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Jean-Chrysostome, le 25 octobre 1988

58739

Le président,
DENIS CADORET

COURTIER EN TERRAIN C.P.S. INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «COURTIER EN TERRAIN C.P.S. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Candiac, le 20 juillet 1988

58734

Le vice-président,
PIERRE SANSCHAGRIN

**DÉMÉNAGEMENT ET ENTREPOSAGE
LAKESHORE (CAN.) LTÉE
LAKESHORE MOVERS & WAREHOUSING (CAN.)
LTD.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «DÉMÉNAGEMENT ET ENTREPOSAGE LAKESHORE (CAN.) LTÉE—LAKESHORE MOVERS & WAREHOUSING (CAN.) LTD.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 1^{er} novembre 1988

Les procureurs de la compagnie,
SELINGER, KAZANDJIAN

58798

ENTREPRISES COMEAU & SAINTONGE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ENTREPRISES COMEAU & SAINTONGE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Brossard, le 7 novembre 1988

Pour la compagnie,
BOIVIN, MARTIN, C.A.

58785

EXPRESSION-JEUNESSE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «EXPRESSION-JEUNESSE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 14 novembre 1988

Le président,
JEAN-LOUIS CÔTÉ

58786

**LES PANTALONS FAIRMOUNT INC.
FAIRMOUNT PANTS CO. INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES PANTALONS FAIRMOUNT INC.—FAIRMOUNT PANTS CO. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 8 novembre 1988

Les procureurs de la compagnie,
ROBINSON, SHEPPARD, BORENSTEIN, SHAPIRO

58749

FERN ARCHAMBAULT & ASSOCIÉS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «FERN ARCHAMBAULT & ASSOCIÉS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sherbrooke, le 9 novembre 1988

Les procureurs de la compagnie,
MONTY, COULOMBE

58740

FONDATION AMÉRINDIENNE TECUMSEH

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «FONDATION AMÉRINDIENNE TECUMSEH» demandera à l'inspecteur

général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 10 novembre 1988

La présidente,
DANIELLE LORNA SIOU

58741

FONDATION LUDMILLA CHIRIAEFF

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «FONDATION LUDMILLA CHIRIAEFF» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 10 novembre 1988

Les procureurs de la compagnie,
GASCON, GIBSON, LAROSE

58742

GAMRAT INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «GAMRAT INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 5 novembre 1988

La présidente,
PAULINE J. TYLKO

58743

GESTION E.B. INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «GESTION E.B. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Laval, le 9 novembre 1988

Le procureur de la compagnie,
ROBERT TALBOT, avocat

58744

GESTION SIANTON LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «GESTION SIANTON LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sainte-Foy, le 28 octobre 1988

Le procureur de la compagnie,
JACQUES LAMBERT, notaire

58745

**GROUPE BIBLIQUE ÉVANGÉLIQUE LA TUQUE
INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «GROUPE BIBLIQUE ÉVANGÉLIQUE LA TUQUE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

La Tuque, le 27 octobre 1988

Le procureur de la compagnie,
ROSAIRE LECLERC, notaire

58799

**LEADERS INTERNATIONAL IMPORTS INC.
IMPORTATIONS INTERNATIONALES**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LEADERS INTERNATIONAL IMPORTS INC.—IMPORTATIONS INTERNATIONALES» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 3 novembre 1988

58787

Les procureurs de la compagnie,
SHUSTER, GLAZER & GAGNON

INVESTISSEMENTS YORKIE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «INVESTISSEMENTS YORKIE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Châteauguay, le 11 novembre 1988

58800

Le président,
GARY GEIRING

JEAN-YVES LÉGER INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «JEAN-YVES LÉGER INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sabrevois, le 24 octobre 1988

58746

Le président,
JEAN-YVES LÉGER

**LES ASSURANCES GINGRAS, GAUTHIER,
BLANCHETTE INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES ASSURANCES GINGRAS, GAUTHIER, BLANCHETTE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Bécancour, le 8 août 1988

58747

Le président,
PAULIN GINGRAS

LES ENTREPRISES BOIVCHAMP LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES ENTREPRISES BOIVCHAMP LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 4 août 1988

58748

Les procureurs de la compagnie,
STERNTHAL, KATZNELSON, MICHELIN

LES ENTREPRISES D.L.D. INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES ENTREPRISES D.L.D. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Drummondville, le 8 novembre 1988

58802

Le président,
YVON DUPUIS

**LES ENTREPRISES EN CONSULTATION F.I.C.
INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES ENTREPRISES EN CONSULTATION F.I.C. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 31 octobre 1988

58803

Les procureurs de la compagnie,
COUTU, BERNIER

LES INVESTISSEMENTS DUMO INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES INVESTISSEMENTS DUMO INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Valleyfield, le 9 novembre 1988

58804

Le procureur de la compagnie,
MARCEL GOUGEON, notaire

**NESTOR INVESTMENTS LTD.
LES INVESTISSEMENTS NESTOR LTÉE**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «NESTOR INVESTMENTS LTD.—LES INVESTISSEMENTS NESTOR LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 4 novembre 1988

58750

Les procureurs de la compagnie,
HADJIS & FENG

LES PLACEMENTS DAUBIGNY INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES PLACEMENTS DAUBIGNY INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 17 octobre 1988

58788

Le secrétaire,
JEAN LEBLOND

LES PNEUS ST-HUBERT INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES PNEUS ST-HUBERT INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Brossard, le 7 novembre 1988

58789

Pour la compagnie,
BOIVIN, MARTIN, C.A.

LES PRODUCTIONS AGRO-METIS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES PRODUCTIONS AGRO-METIS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Gabriel, le 7 novembre 1988

58805

Le secrétaire,
BERTRAND BELAND

LES RELATIONS PUBLIQUES DE MONTRÉAL INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES RELATIONS PUBLIQUES DE MONTRÉAL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal-Nord, le 7 novembre 1988

58751

Le président,
RHEAL GIRARD

**L. HOLSTEIN & CIE (1956) LTÉE
L. HOLSTEIN & CO. (1956) LTD.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «L. HOLSTEIN & CIE (1956) LTÉE—L. HOLSTEIN & CO. (1956) LTD.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Hampstead, le 11 novembre 1988

58790

La présidente,
ETHEL SHARA

L'ÉPICERIE ALTERNATIVE NATUROSOL INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «L'ÉPICERIE ALTERNATIVE NATUROSOL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Beauport, le 15 novembre 1988

58801

Le président,
RICHARD GRENIER

MARCHÉ MORIN DE LA SARRE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «MARCHÉ MORIN DE LA SARRE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

La Sarre, le 3 novembre 1988

58791

Le procureur de la compagnie,
GUY BOURGET, notaire

P & H SPECIALTIES CO LTD

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «P & H SPECIALTIES CO LTD» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Lorraine, le 10 novembre 1988

58752

La présidente,
RITA VIGEANT

PLACEMENTS P. & M. JALBERT INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «PLACEMENTS P. & M. JALBERT INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 9 novembre 1988

58753

Les procureurs de la compagnie,
KRONSTRÖM, McNICOLL & ASSOCIÉS

PLOMBERIE GHISLAIN GUAY INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «PLOMBERIE GHISLAIN GUAY INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Laval, le 26 septembre 1988

58754

Le président,
GHISLAIN GUAY

PUBLICITÉ JEAN-TALON LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «PUBLICITÉ JEAN-TALON LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 24 septembre 1988

58755

Le président,
RAYMOND VENDETTE

SALON MENARD INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «SALON MENARD INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 16 juin 1988

58806

La présidente,
DIANE MÉNARD

VALLÉE DES ARTS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «VALLÉE DES ARTS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Salaberry-de-Valleyfield, le 3 novembre 1988

58792

Le procureur de la compagnie,
ME MARIE LEGAULT

Compagnies étrangères — Loi sur les

Changements

La compagnie étrangère ci-dessous mentionnée donne avis des changements suivants:

Nom de la compagnie	Date des changements	Changements
1632-9559 M.P.C. TRUCKING, INC.	1987 08 18	de la principale place d'affaires à: 1596, avenue des Pins ouest, Montréal

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

594

Déclarations des compagnies et sociétés — Loi sur les

Amendement

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la déclaration de société en commandite suivante a été amendée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Date d'amendement	Lieu du principal établissement
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AGROMEX III	1988 05 20	1988 10 11	221, rue Principale Est, Farnham, QC, J2N 1L5

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Bedford,
DIANE G. MESSIER*

595

Changement de la raison sociale (Article 1879 du Code Civil)

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont changé leur raison sociale de la façon indiquée ci-dessous:

Nouvelle raison sociale	Ancienne raison sociale	Date d'enregistrement
LES FILMS ROMANCE, 1988, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 1988 ROMANCE FILMS AND COMPANY, LIMITED	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE FONDS DE FILMS XIV, 1988 1988 FILM FUND XIV AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	1988 10 27
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AUBERGE SALABERRY	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PROJET IMMOBILIER NO 3	1988 11 01
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AZIMUTH I	LES STUDIOS INTERNATIONAUX CANADIENS X, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CANADIAN INTERNATIONAL STUDIOS X, AND COMPANY LIMITED	1988 11 01
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE C.V.P. VIDÉO	LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE « TSHAKAPESH »	1988 11 01
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DANS LE VENTRE DU DRAGON	LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CINÉMA SS 1986-2	1988 10 25
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE D'ÉQUIPEMENTS DE CENTRE DE SKI DES LAURENTIDES	LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CHAMONIX	1988 10 27

Nouvelle raison sociale	Ancienne raison sociale	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DULUTH I	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LUCA I	1988 10 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE « GRUJOT »	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE C.V.P. VIDÉO	1988 11 02
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE RESTAU-CAPITAL	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 1175 BERNARD OUEST	1988 11 02
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ST-FRANÇOIS	LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BLAINVILLE	1988 11 04

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

595

Changement dans la nature de leurs affaires

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont changé la nature de leurs affaires:

Raison sociale de la société	Modifications apportées à la nature de leurs affaires	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE C.V.P. VIDÉO	Porter acquéreur et exploiter un ou des films de court ou de long métrage, sur film ou bande vidéo, portant visa et produits par des producteurs de films certifiés québécois, ainsi que de se porter acquéreur de parts dans d'autres sociétés en commandite créées aux mêmes fins qu'elle.	1988 11 01
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE RESTAU-CAPITAL	L'acquisition, la détention, le développement et l'exploitation sous franchise de restaurants Pacini et l'exercice de toutes les activités ci-dessus mentionnées, et l'exécution de tous actes et mesures nécessaires relativement à ce qui précède, seuls ou en association avec d'autres personnes.	1988 11 02

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

595

Changement de l'époque où la société doit se terminer

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont changé l'époque où la société doit se terminer:

Raison sociale de la la société	Époque où se terminera la société	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CINÉ-TÉLÉ-IV	1988 12 30	1988 10 29
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE RESTAU-CAPITAL	2008 12 31	1988 11 02

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

595

Changement de leur établissement principal

Le notaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont changé l'endroit de leur établissement principal:

Raison sociale de la société	Nouvelle adresse	Date d'enregistrement
SINT-MARTEEN # 107, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1350, Sherbrooke Ouest, local 1600, Montréal, QC H3G 1J1	1988 11 03
SINT-MARTEEN # 115, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1350, Sherbrooke Ouest, local 1600, Montréal, QC, H3G 1J1	1988 11 03
SINT-MARTEEN # 120, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1350, Sherbrooke Ouest, local 1600, Montréal, QC, H3G 1J1	1988 11 03
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AUBERGE SALABERRY	50, avenue O'Keefe Saint-Timothée, QC	1988 11 01
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AZIMUTH I	1032, avenue Laurier, Ouest, bureau 325, Outremont, QC, H2V 2K8	1988 11 01
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CINÉ-TÉLÉ IV	507, place d'Armes, bureau 1800, Montréal, QC, H2Y 2W8	1988 10 29
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE C.V.P. VIDÉO	1253, avenue McGill College, bureau 540, Montréal, QC, H3B 2Y5	1988 11 01
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DANS LE VENTRE DU DRAGON	411, rue Saint-Jean-Baptiste, Montréal, QC, H2Y 2Z7	1988 10 25
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE D'ÉQUIPEMENTS DE CENTRE DE SKI DES LAURENTIDES	2469, chemin Sainte-Marguerite, Sainte-Adèle, QC	1988 10 27
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DULUTH I	7779, rue Casgrain, Montréal, QC, H2R 1Z9	1988 10 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE « GRUJOT »	1253, avenue McGill College, bureau 540, Montréal, QC, H3B 2Y5	1988 11 02
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE RESTAU-CAPITAL	6921, rue Jarry Est, Saint-Léonard, QC, H1P 1W7	1988 11 02

Le notaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU

Dissolution

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la majorité des associés de chacune des sociétés en commandite suivantes ont consenti à sa dissolution:

Raison sociale de la société	Date de formation	Lieu du principal établissement	Date de dissolution
SOCIÉTÉ EN COM-MANDITE CARREFOUR HAUTE-VILLE CARREFOUR HAUTE VILLE AND COMPANY, LIMITED	1987 12 30	1010, rue Sherbrooke Ouest, bureau 2212, Montréal, QC, H3A 2R7	1988 11 04
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE EASTMIN 1987	1987 11 11	1090, rue Berri, local 40, Montréal, QC, H2L 4K1	1988 11 03

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

595

Dissolution

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la majorité des associés de la société en commandite suivante ont consenti à sa dissolution:

Raison sociale de la société	Date de formation	Lieu du principal établissement	Date de dissolution
LE GROUPE 32, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1988 10 04	453, 3 ^e Avenue, Deux-Montagnes, QC	1988 10 18

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Terrebonne,
MICHEL ROULEAU, tech. en droit*

595

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la déclaration de société en commandite suivante a été enregistrée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PRODUITS FORESTIERS BURY ENR 450-15-003761-884	1988 11 08	343, Principale Ouest, local 221, Mago, QC, J1X 2B1

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Saint-François
LÉO-PAUL DESROCHERS*

595

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les déclarations de sociétés en commandite suivantes ont été enregistrées à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
GESTION S.A.I.M., SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1988 11 09	75, rue Grignon, Saint-Eustache, QC
LE GROUPE 32, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1988 10 18	453, 3 ^e Avenue, Deux-Montagnes, QC
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE TRIO DESIGN ENR.	1988 10 26	95, boulevard De Gaulle, Lorraine, QC

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Terrebonne,
MICHEL ROULEAU, tech. en droit*

595

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la déclaration de société en commandite suivante a été enregistrée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LA SAMARE	1988 11 11	Rectification

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Saint-François,
LÉO-PAUL DESROCHERS*

595

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la déclaration de société en commandite suivante a été enregistrée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LIQI-PORC	1988 11 04	800, rang Grande-Ligne, Saint-Valérien, QC, J0H 2B0

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Bedford
LUC MARTIN*

595

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les déclarations de sociétés en commandite suivantes ont été enregistrées à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
LA NEIGE D'ANTAN, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1988 10 28	33, 1 ^{re} Avenue Nord Roxboro, QC, H8Y 2K9

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BALTA BALTA AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	1988 10 28	4818, avenue du Parc, Montréal, QC, H2V 4E6
GESTION F.C.P. SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1988 11 02	380, boulevard Labelle, Fabreville, Laval, QC, H7P 5L3
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE INVESTISSEMENTS STRAIGHT EGYPTIAN II STRAIGHT EGYPTIAN INVEST- MENTS II PARTNERSHIP AND COMPANY, LIMITED	1988 10 25	1130, rue Sherbrooke Ouest, local 1300, Montréal, QC, H3A 2M8
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE STRATÉGIE D'INVESTISSEMENTS I INVESTMENTS STRATEGY I, LIMITED PARTNERSHIP	1988 11 02	6205, boulevard des Grandes-Prairies, local 200, Saint-Léonard, QC, H1P 1A6
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ST-JACQUES « QUÉBEC »	1988 11 02	240, rue Saint-Jacques Ouest, bureau 400, Montréal, QC, H2Y 1L9
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE RIVERJIN	1988 10 26	3090, boulevard Le Carrefour, bureau 501, Laval, QC, H7T 2J7
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PLACE ST-JEAN (SALABERRY) PLACE ST-JEAN (SALABERRY) AND COMPANY, LIMITED	1988 11 04	1010, rue Sherbrooke Ouest, bureau 2212, Montréal, QC, H3A 2R7
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PRAG ENR.	1988 10 31	2200, rue Chadillon, Dorval, QC
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PECO 1988 EXPLORATION & AMÉNAGEMENT PECO 1988 EXPLORATION & DEVELOPMENT AND COMPANY, LIMITED	1988 10 28	800, boulevard René- Lévesque Ouest, bureau 1525, Montréal, QC, H3B 1X9
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SABAH SABAH AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	1988 10 28	4818, avenue du Parc, Montréal, QC, H2V 4E6

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

Remplacement d'un commandité

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont remplacé ou ajouté un ou des commandités:

Raison sociale de la société	Nouveau commandité	Commandité remplacé	Date d'enregistrement
SINT-MARTEEN # 107, SOCIÉTÉ EN COM-MANDITE	105821 CANADA INC.	144118 CANADA LTÉE	1988 11 03
SINT-MARTEEN # 115, SOCIÉTÉ EN COM-MANDITE	105821 CANADA INC.	144118 CANADA LTÉE	1988 11 03
SINT-MARTEEN # 120, SOCIÉTÉ EN COM-MANDITE	105821 CANADA INC.	144118 CANADA LTÉE	1988 11 03
SOCIÉTÉ EN COM-MANDITE AUBERGE SALABERRY	2626-8102 QUÉBEC INC.	LES INVESTISSEMENTS STEVAL INC.	1988 11 01
SOCIÉTÉ EN COM-MANDITE AZIMUTH I	2626-4408 QUÉBEC INC.	LES COMMUNICATIONS ENTCORP INC. ENTCORP COMMUNICATIONS INC.	1988 11 01
SOCIÉTÉ EN COM-MANDITE CINAR I	LES PRODUC-TIONS CINAR INC.	LES FILMS CINAR INC.	1988 10 25
SOCIÉTÉ EN COM-MANDITE C.V.P. VIDÉO	SOCIÉTÉ DE GESTION CINÉMA- TOGRAPHIQUE (R.G.) INC.	LES ATELIERS AUDIO-VISUELS DU QUÉBEC	1988 11 01
LA SOCIÉTÉ EN COM-MANDITE D'ÉQUIPE-MENTS DE CENTRE DE SKI DES LAURENTIDES	125,899 CANADA INC.	2543-4283 QUÉBEC INC.	1988 10 27
SOCIÉTÉ EN COM-MANDITE DULUTH I	149262 CANADA INC.	LES PRODUCTIONS C.M. LUCA INC.	1988 10 28
SOCIÉTÉ EN COM-MANDITE LES DÉVE-LOPPEMENTS DU LAC DU HAUT ANJOU	LES SERVICES ADMINISTRATIFS PREVEL INC.	LES SERVICES AD-MINISTRATIFS COGESTEL INC.	1988 10 25
SOCIÉTÉ EN COM-MANDITE ST-FRANÇOIS	MOULÉES NADEAU LTÉE NADEAU FEEDS LTD	2544-0595 QUÉBEC INC.	1988 11 04

Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU

Commandites

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont apporté des modifications en ce qui a trait aux commanditaires:

Raison sociale de la société	Lieu du principal établissement	Date d'enregistrement des modifications
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AUBERGE SALABERRY	50, avenue O'Keefe, St-Timothée, QC	1988 11 01
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AZIMUTH I	1032, avenue Laurier Ouest, bureau 325, Outremont, QC, H2V 2K8	1988 11 01
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE D'ÉQUIPEMENT DE CENTRE DE SKI DES LAURENTIDES	2469, chemin Ste-Marguerite, Ste-Adèle, QC	1988 10 27
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MACLEOD RIVER 1988	2, complexe Desjardins bureau 2600, Montréal, H5B 1E8	1988 10 27
SINT-MARTEN # 107, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1350, Sherbrooke Ouest, local 1600, Montréal, QC, H3G 1J1	1988 11 03
SINT-MARTEN # 115, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1350, Sherbrooke Ouest, local 1600, Montréal, QC, H3G 1J1	1988 11 03
SINT-MARTEN # 120, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1350, Sherbrooke Ouest, local 1600, Montréal, QC, H3G 1J1	1988 11 03

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

595

Inspecteur général des institutions financières

Assurances — Loi sur les

LES ASSURANCES LA MUTUALITÉ, SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS

Avis est, par les présentes, donné que Les Assurances La Mutualité, Société de secours mutuels, constitué en vertu de la section VIII de la Loi sur les assurances (S.R.Q., 1964, c. 295) et ayant son siège social au 2815, chemin des Quatre-Bourgeois, Sainte-Foy (Québec), a été dissoute le 4 novembre 1988 en vertu de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32) et de la Loi sur la liquidation des compagnies (L.R.Q., c. L-4).

Québec, le 4 novembre 1988

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

594

Sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne — Loi sur les

TRUST BONAVENTURE INC. BONAVENTURE TRUST INC.

Avis d'intention de constitution

Les requérants dont les noms apparaissent ci-dessous donnent avis de leur intention d'être constitués en société de fiducie en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne, chapitre 95 des Lois du Québec de 1987.

La Société s'appellera TRUST BONAVENTURE INC. (et sa version BONAVENTURE TRUST INC.); elle aura son siège social et son principal centre de décision à Montréal.

La Société aura un capital autorisé de quarante-cinq millions de dollars (45 000 000 \$), composé d'un million (1 000 000) d'actions de catégorie A sans valeur nominale pouvant être émises pour une contrepartie globale n'excédant pas quinze millions de dollars (15 000 000 \$), d'un million (1 000 000) d'actions de catégorie B sans valeur nominale, pouvant être émises pour une

contrepartie globale n'excédant pas quinze millions de dollars (15 000 000 \$) et d'un million (1 000 000) d'actions de catégorie C d'une valeur nominale de quinze (15 \$) chacune; le capital émis et en circulation de la Société au moment de sa constitution sera de dix millions de dollars (10 000 000 \$), représenté par cent mille (100 000) actions de catégorie A. Il n'y aura, à l'origine, aucun surplus d'apport.

Nom	Profession	Adresse
Alesander Scott Bell	Actuaire	28, East Barnton Avenue, Edimbourg, Écosse, EH4 6AQ
Harry Winsor Macdonell, C.R.	Avocat	90, Dunvegan Road, Toronto Ontario, M4V 2P7
Roy R. Naudie	Comptable agréé	623, avenue Belmont Westmount, QC, H3Y 2W1
Roger L. Beaulieu, c.r.	Avocat	3044, chemin Saint-Sulpice, Montréal, QC, H3H 1B5
Peter R.D. MacKell, c.r.	Avocat	3470, rue Stanley, appartement 1503, Montréal, QC, H3A 1R9
Hon. Francis Fox, c.p., c.r.	Avocat	80, Berlioz (Rive), appartement 306, Île-des-Sœurs Montréal, QC, H3P 1H4
C. Stephen Cheasley	Avocat	341, Berkeley-Circle, Dorval, QC, H9S 1H6

EN FOI DE QUOI, les requérants ont signé à Montréal, QC, le 24 octobre 1988

(s) ALEXANDER SCOTT BELL
(s) HARRY WINSOR MACDONELL
(s) ROY R. NAUDIE
(s) ROGER L. BEAULIEU
(s) PETER R.D. MACKELL
(s) FRANCIS FOX
(s) C. STEPHEN CHEASLEY

58582-46-04

Ministères — Avis concernant les

Affaires municipales

Divers

Régie des loisirs de Louiseville

Avis est donné que le ministre des Affaires municipales a, conformément à l'article 580 du Code municipal et 468.11 de la Loi sur les cités et villes, décrété le 15 novembre 1988 la constitution d'une régie intermunicipale appelée « Régie des loisirs de Louiseville », laquelle a les fonctions, les pouvoirs et les obligations

signée le 16

Les activités de la Société correspondront aux objets généraux permis pour les sociétés de fiducie par la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne et seront aussi de recevoir des dépôts du public et de prêter de l'argent.

Les nom, profession et adresse des requérants, qui sont tous de nationalité canadienne, sauf pour M. A. S. Bell, qui est britannique, sont comme suit:

février 1988 par la ville de Louiseville et la corporation municipale de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, autorisée par les Règlements numéros R-496 et 293-87, telle qu'approuvée par le ministre des Affaires municipales le 15 novembre 1988.

Conformément à l'article 580 du Code municipal et 468.11 de la Loi sur les cités et villes, le décret constituant la Régie intermunicipale entre en vigueur le jour de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Québec, le 15 novembre 1988

Le sous-ministre par intérim,
FLORENT GAGNÉ

Proclamations

[L. S.]

J. GILLES LAMONTAGNE

Gouvernement
du Québec

Proclamation

CONCERNANT la cessation de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Saint-Tite sur le territoire de la municipalité de Boucher

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PROCLAME CE QUI SUIT:

À compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation à la *Gazette officielle du Québec*, le territoire de la municipalité de Boucher sera soustrait de la juridiction de la Cour municipale établie dans la ville de Saint-Tite.

RAPPEL:

La présente proclamation fait suite à une proposition du ministre des Affaires municipales adoptée le 2 novembre 1988, par le décret du Gouvernement du Québec numéro 1650-88.

Conformément à l'article 7.1 de la Loi sur les cours municipales (L.R.Q., c. C-72), le Conseil municipal de Boucher a adopté le Règlement numéro 1-88 à l'effet de soustraire le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Saint-Tite.

Conformément à l'article 7.3 de cette loi, le gouvernement a approuvé ce règlement et émet la présente proclamation.

Québec, le 2 novembre 1988

Le sous-procureur général,
JACQUES CHAMBERLAND

Libro: 508

Folio: 207

[L. S.]

J. GILLES LAMONTAGNE

Gouvernement
du Québec

Proclamation

CONCERNANT l'extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Beaconsfield sur le territoire de la ville de Baie-d'Urfé

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PROCLAME CE QUI SUIT:

À compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation à la *Gazette officielle du Québec*, le territoire de la ville de Baie-d'Urfé sera soumise à la juridiction de la Cour municipale établie dans la ville de Beaconsfield, comme si ces deux municipalités n'en formaient qu'une pour ces fins seulement.

RAPPEL:

La présente proclamation fait suite à une proposition du ministre des Affaires municipales adoptée le 2 novembre 1988, par le décret du Gouvernement du Québec numéro 1649-88.

Conformément à l'article 2 de la Loi sur les cours municipales (L.R.Q., c. C-72), le Conseil municipal de la ville de Baie-d'Urfé a adopté le Règlement numéro 880 à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Beaconsfield.

Conformément à l'article 4 de cette loi, le Conseil municipal de la ville de Beaconsfield, par son Règlement numéro 646, a concouru dans la teneur du règlement adopté par le Conseil municipal de la ville de Baie-d'Urfé.

Conformément à l'article 7 de cette même loi, le gouvernement a approuvé ces règlements, à l'exclusion de l'article 2 et des mots « à partir du 1^{er} janvier 1985 » à l'article 3 du Règlement numéro 880 de la ville de Baie-d'Urfé, et émet la présente proclamation.

Québec, le 2 novembre 1988

Le sous-procureur général,
JACQUES CHAMBERLAND

Libro: 508

Folio: 206

[L. S.]

J. GILLES LAMONTAGNE

Gouvernement
du Québec

Proclamation

CONCERNANT l'extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Montmagny sur les territoires de la municipalité régionale de comté de Montmagny, du village d'Armagh, des paroisses de Berthier-sur-Mer, Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues, Sainte-Apolline-de-Patton, Saint-Cajetan-d'Armagh, Saint-Damien-de-Buckland, Saint-Fabien-de-Panet et Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud, et des municipalités de Cap-Saint-Ignace, Lac-Frontière, Notre-Dame-du-Rosaire, Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud, Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud, Saint-Juste-de-Bretenières, Sainte-Lucie-de-Beauregard et Saint-Paul-de-Montminy

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PROCLAME CE QUI SUIT:

À compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation à la *Gazette officielle du Québec*, les territoires de la municipalité régionale de comté de Montmagny, du village d'Armagh, des paroisses de Berthier-sur-Mer, Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues, Sainte-Apolline-de-Patton, Saint-Cajetan-d'Armagh, Saint-Damien-de-Buckland, Saint-Fabien-de-Panet et Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud, et des municipalités de Cap-Saint-Ignace, Lac-Frontière, Notre-Dame-du-Rosaire, Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud, Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud, Saint-Juste-de-Bretenières, Sainte-Lucie-de-Beauregard et Saint-Paul-de-Montminy seront soumis à la juridiction de la Cour municipale établie dans la ville de Montmagny, comme si ces municipalités n'en formaient qu'une pour ces fins seulement.

RAPPEL:

La présente proclamation fait suite à une proposition du ministre des Affaires municipales adoptée le 2 novembre 1988, par le décret du gouvernement du Québec numéro 1651-88.

Conformément à l'article 2 de la Loi sur les cours municipales (L.R.Q., c. C-72), les règlements mentionnés en regard du nom des municipalités ci-dessous énumérées ont été adoptés à l'effet de soumettre les territoires de ces municipalités à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Montmagny.

Municipalités	Règlements		
M.R.C. Montmagny	87-04 du 9 juin 1987, tel que modifié par le Règlement numéro 87-05, adopté le 25 novembre 1987	Lac-Frontière	87-01 du 1 ^{er} juin 1987, tel que modifié par la résolution adoptée le 19 novembre 1987
Armagh, village	101-87 du 7 décembre 1987, tel que modifié par la résolution adoptée le 1 ^{er} février 1988	Notre-Dame-du-Rosaire	86 du 1 ^{er} juin 1987, tel que modifié par la résolution adoptée le 7 décembre 1987
Berthier-sur-Mer, paroisse	144 du 4 mai 1987, tel que modifié par la résolution adoptée le 1 ^{er} février 1988	Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud	87-94 du 1 ^{er} juin 1987, tel que modifié par la résolution adoptée le 1 ^{er} février 1988
Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues, paroisse	45 du 8 septembre 1987, tel que modifié par la résolution adoptée le 12 novembre 1987	Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	90 du 1 ^{er} juin 1987, tel que modifié par la résolution 141-1987, adoptée le 7 décembre 1987
Sainte-Apolline-de-Patton, paroisse	2-87 du 4 septembre 1987, tel que modifié par le Règlement numéro 3-87, adopté le 4 décembre 1987	Saint-Juste-de-Bretenières	001-1987 du 5 juin 1987, tel que modifié par la résolution 83-87, adoptée le 4 décembre 1987
Saint-Cajetan-d'Armagh, paroisse	138-87 du 1 ^{er} décembre 1987, tel que modifié par la résolution adoptée le 2 février 1988	Sainte-Lucie-de-Beauregard	71 du 1 ^{er} juin 1987, tel que modifié par la résolution adoptée le 7 décembre 1987
Saint-Damien-de-Buckland, paroisse	350-88 du 5 avril 1988	Saint-Paul-de-Montminy	03-87 du 6 juillet 1987, tel que modifié par la résolution adoptée le 9 novembre 1987
Saint-Fabien-de-Panet, paroisse	208 du 5 juin 1987, tel que modifié par la résolution adoptée le 4 décembre 1987	Conformément à l'article 4 de cette loi, le Conseil municipal de la ville de Montmagny, par ses Règlements numéros 612, 626, 627 et la résolution 88-73, adoptée le 7 mars 1988, a concouru dans la teneur des règlements adoptés par les municipalités ci-dessus mentionnées.	
Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud, paroisse	115 du 1 ^{er} juin 1987, tel que modifié par les résolutions 87-09-90 et 87-12-120, adoptées le 8 septembre 1987 et le 7 décembre 1987	Conformément à l'article 7 de cette même loi, le gouvernement a approuvé ces règlements et émet la présente proclamation.	
Cap-Saint-Ignace	245 du 1 ^{er} juin 1987, tel que modifié par la résolution 87-12-248, adoptée le 7 décembre 1987	Québec, le 2 novembre 1988	
		Le sous-procureur général, JACQUES CHAMBERLAND	
		Libro: 508 Folio: 208	

Renseignements sur les compagnies — Loi concernant les

Reprise d'existence — Avis de

L'inspecteur général des institutions financières, en vertu des pouvoirs délégués par le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, donne avis qu'il a délivré un certificat de reprise d'existence à la corporation suivante:

Dénomination sociale	Date de délivrance du certificat	Dispositions particulières
1241-2979 BROOKDALE FARM INC.	1988 10 31	La dénomination sociale de la corporation est changée en celle de: FERME BROOKDALE INC. BROOKDALE FARM INC.

L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

Ventes par shérif

AVIS PUBLIC est, par la présente, donné que les terres et héritages sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs mentionnés plus bas.

Charlevoix

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

Cour supérieure — District de Charlevoix

Nos 240-18-000010-888

240-05-000012-873

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corporation régie par la Loi sur le crédit agricole, ayant son siège social au 1020, route de l'Église, dans la ville de Sainte-Foy, district de Québec, G1V 4P2, ès qualités de mandataire de la Banque Nationale du Canada, corporation légalement constituée, ayant son siège social en la ville de Montréal et une succursale au 11, rue Saint-Jean-Baptiste à Baie-Saint-Paul, district de Charlevoix, partie demanderesse, contre PAUL-RAYMOND SIMARD, domicilié et résidant au 11, rue de la Lumière, Baie-Saint-Paul, district de Charlevoix, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Charlevoix numéro 2, 4, rue Saint-Jean-Baptiste, Baie-Saint-Paul, district de Charlevoix, mis en cause.

1. Un lopin de terre mesurant trois quarts d'arpent (¾ arp) de largeur sur environ huit arpents (8 arp) de profondeur, soit la profondeur du lot, désigné comme faisant partie du lot numéro trente (ptie 30), au cadastre officiel de la paroisse de la Baie Saint-Paul, rang Sainte-Catherine, sans bâtisse; borné vers l'ouest par les terres du rang Saint-Ours Nord, vers l'est par le rang Sainte-Catherine des Éboulements ou le terrain ci-après décrit (item 2), vers le nord par le terrain de Jérémie Lavoie et vers le sud par celui de Georges Gagnon.

2. Un lopin de terre boisé mesurant trois quarts d'arpent (¾ arp) de largeur sur environ vingt-six arpents (26 arp) de profondeur, sans garantie de contenance, désigné comme étant la partie sud du lot numéro cent trente-quatre (ptie S. 534), au cadastre officiel de la paroisse de Les Éboulements, rang Sainte-Catherine, sans bâtisse; borné vers l'ouest par le terrain ci-dessus décrit (ptie lot 30, Baie Saint-Paul), vers l'est par les terres du Premier Rang Saint-François, vers le nord par le terrain de Arthur Tremblay (Jeanne) et vers le sud par le terrain de Georges Gagnon.

Les deux lopins de terre ci-dessus décrits comprenant le terrain s'étendant depuis les terres du rang Saint-Ours Sud, dans Baie-Saint-Paul, et les terres du Premier Rang Saint-François, dans les Éboulements.

Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-six (ptie 486), aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Les Éboulements, mesurant deux arpents (2 arp) de largeur sur un arpent (1 arp) de profondeur, mesures anglaises avec bâtisses, circonstances et dépendances dessus érigées; borné, vers le sud, par partie du lot 486 (Paul-Raymond Simard), vers l'est, par le terrain de M. Adrien Girard ou représentants, vers l'ouest et le nord par le terrain de Arthur Tremblay (Jeanne).

Un lopin de terre de figure irrégulière et de contenance indéterminée, mesurant quatre-vingt-seize (96 pi) ou un demi arpent de

largeur, en bordure de la route 362, sur une première profondeur de trois arpents (3 arp), de là, s'élargissant de chaque côté pour prendre une largeur de deux arpents (2 arp) sur une nouvelle profondeur de deux arpents et cinq perches (2 arp et 5 per), connu et désigné comme faisant partie du lot numéro quatre cent quatre-vingt-six (prit 486), aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Les Éboulements, rang Saint-Pierre, mesures anglaises et plus ou moins; borné en front, vers le sud par la route 362 pour 96', partie par le terrain de Adrien Girard sur ledit lot 486 pour l'élargissement du côté est, partie par le terrain de Arthur Tremblay sur le même lot 486 pour l'élargissement du côté ouest, vers le nord, par le terrain de Arthur Tremblay sur ledit lot 486, vers l'est, partie par le terrain de Adrien Girard sur ledit lot 486 pour trois arpents (3 arp), partie par le lot 479 (Adrien Girard) pour le résidu, vers l'ouest, partie par le terrain de Arthur Tremblay sur ledit lot 486 pour trois arpents (3 arp), partie par le lot 488 (Arthur Tremblay) pour le résidu.

Sujet à la servitude de passage établie en faveur de partie des lots 486 et 488, propriété de Arthur Tremblay (Jeanne), aux termes d'un acte de vente enregistré au bureau de la seconde division de Charlevoix le 15 février 1979, sous le numéro 56,242. Avec toutes bâtisses, maison d'habitation, hangars à élevage, abris, circonstances et dépendances qui sont et seront érigés sur les lots, lopins de terre et immeubles ci-dessus décrits par qui que ce soit. En plus des biens suivants qui sont devenus immeubles par destination: 144 cages à reproduction avec nids (144); 540 cages à reproduction avec abreuvoirs; 2275 cages à fourrure avec abreuvoirs.

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser audit shérif, en argent ou par chèque visé au moment de l'adjudication, est fixé à 25 % de l'évaluation, soit 9 276,23 \$, compte tenu du facteur établi pour le rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Charlevoix, numéro 2, Baie-Saint-Paul, 4, Saint-Jean-Baptiste, Baie-Saint-Paul, GOA 180 le ONZIÈME jour de JANVIER 1989 à QUATORZE heures TRENTÉ.

Le shérif adjoint,
HELENE BRISSON

Bureau du shérif
Cour supérieure
La Malbaie, le 7 novembre 1988

58770

Hull

Bref de saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Hull
Nos 550-18-001301-882
550-05-000064-884

BANQUE NATIONALE DU CANADA, ayant son siège social à Montréal et un bureau au 200, promenade du Portage, Hull, QC, partie demanderesse, et JEAN RENAUD, 32, rue Deschamps, Gatineau, QC, partie défenderesse.

Désignation

« Un immeuble connu et désigné comme étant le lot trois cent cinquante-trois de la subdivision officielle du lot originaire cinq

cent quatre-vingt-sept (587-353), aux plan et livre de renvoi officiels pour le village de Pointe-Gatineau, division d'enregistrement de Hull, province de Québec; avec toutes les bâtisses y dessus érigées, circonstances et dépendances, rue Deschamps, numéro 32, ville de Gatineau, secteur Pointe-Gatineau, QC. Avec et sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou non apparentes, affectant ledit immeuble, particulièrement sujet à une servitude en faveur d'Hydro-Québec et Bell Canada, telle qu'établie aux termes d'un acte, dont copie a été enregistrée au bureau d'enregistrement de la division de Hull, le douzième jour de juillet mil neuf cent soixante-six, sous le numéro 164528. »

Le montant minimum que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication est de vingt-deux mille cent quatre-vingt-douze dollars et cinquante cents (22 192,50 \$). Ce montant minimum, fixé par le shérif, est égal à vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1971, c. 27). Ce montant devra être payé, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances et au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Hull, 170, rue Hôtel-de-Ville, Hull, QC, J8X 4C1, le DIXIÈME jour de JANVIER 1989 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
GILLES TURCOTTE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Hull, le 8 novembre 1988

58771

Iberville

Bref de saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District d'Iberville
Nos 755-18-000020-884
755-05-000198-877

BANQUE ROYALE DU CANADA, partie demanderesse, contre 117808 CANADA INC., partie défenderesse et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Saint-Jean, mis en cause.

Désignation

Une parcelle de terre située en la ville de Saint-Jean, connue au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean, division d'enregistrement de Saint-Jean, comme étant:

- a) le lot numéro un de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt et un (181-1);
- b) une partie non subdivisée de tel lot numéro cent quatre-vingt-un (ptie 181), mesurant et bornée comme suit: quatre cent quatre-vingt-dix-neuf pieds et cinq dixièmes de pied (499,5 pi) dans une première ligne nord, le long d'une autre partie du lot numéro 181, étant en voie d'expropriation par le ministère des Transports, suivant avis no 141711; l'extrémité est de telle ligne nord étant située à neuf pieds et cinq dixièmes de pied (9,5 pi) de la ligne sud du lot no 181-8, distance mesurée à angles droits avec telle dernière ligne sud; cent quarante pieds et six dixièmes de pied (140,6 pi) dans sa ligne nord-ouest, le long d'une autre partie du

181 en voie d'expropriation aux termes dudit avis no 141711; cent quatre-vingt-quinze pieds 60 centièmes de pied (195,60 pi) dans une ligne ouest, le long du chemin du Petit Bernier; cent quatre-vingt-cinq pieds dans une ligne sud, le long du lot 181-1; cent soixante-quinze pieds (175 pi) dans une autre ligne ouest, le long du lot 181-1; cent quatre-vingt-cinq pieds (185 pi) dans une autre ligne nord, le long dudit lot 181-1; cent cinquante-sept pieds et trois dixièmes de pied (157,3 pi) puis deux pieds et huit dixièmes de pied (2,8 pi); dans une autre ligne ouest, le long du chemin du Petit Bernier; cinq cent quatre-vingt-quatorze pieds et quatre dixièmes de pied (594,4 pi) dans une autre ligne sud, le long du lot no P. 179; six cent quarante-six pieds et quatre dixièmes de pied (646,4 pi) dans sa ligne est, le long d'une autre partie, du lot 181, étant cette partie acquise par G.L. Goyette aux termes de l'acte no 141043. Toutes les mesures ci-dessus sont de mesures anglaises et plus ou moins et tous les lots sont dudit cadastre de Saint-Jean. Tel que le tout se trouve présentement, circonstances et dépendances, notamment avec la maison d'habitation et autres bâtisses y érigées; sans exception ni réserve de la part; avec, et sujet à, toutes les servitudes, actives et passives, apparentes ou occultes, y attachées, notamment une servitude en faveur d'Hydro-Québec créée aux termes de l'acte enregistré sous le numéro 59043, et une servitude de non-accès à la montée en vertu de l'avis 141711. La désignation ci-dessus a été établie à l'aide d'un plan préparé par Yves Madore, a.g., le vingt-cinq novembre mil neuf cent soixante-dix-sept (1977) sous le numéro 2334-1 de son répertoire et aussi à l'aide d'un plan d'expropriation déposé sous le numéro 141711.

Évaluation municipale: 96 200,00 \$.

Le montant minimum que l'adjudicataire devra verser audit shérif en argent ou par chèque visé au moment de l'adjudication, est fixé à 25 % de l'évaluation soit: 24 050,00 \$ compte tenu du facteur établi pour le rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la loi sur fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Saint-Jean, 320, Séminaire Saint-Jean, QC, le DIX-SEPTIÈME jour de JANVIER 1989 à ONZE heures.

Le shérif,
ANDRÉ BEAUCHAMP

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jean-sur-Richelieu, le 11 novembre 1988

58820

Labelle

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour du Québec — Chambre civile — District de Terrebonne
No 700-02-003165-868
S. 560-18-000014-881

LA CORPORATION MUNICIPALE DE L'ASCENSION, corporation légalement constituée ayant un bureau au 9, rue Hôtel de Ville à l'Ascension, QC, partie demanderesse, contre **LES HÉRITIERS DE FEU LAURETTE NORMAND-LACOSTE**, a/s Claude Lacoste, 679, 79^e Avenue, appartement 1, Chomedey, Laval, QC, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division de Labelle, 440, boulevard Paquette, Mont-Laurier, QC, mis en cause.

La description de l'immeuble qui sera vendu est la suivante:

« Un lopin de forme triangulaire, faisant partie du lot quinze, rang Cinq (15, pte rg 5) canton de Mousseau compris entre le chemin public actuel formant la borne nord-ouest, le cordon des rangs 4 et 5 formant la borne sud-est et la ligne divisoire des lots 14 et 15, rg 5, formant la borne nord-est et légalement la base du triangle.

Tel que le tout se trouve réserve dans une rente consentie par Aurèle Lacoste à dame J. Renaud, le 5 octobre 1968 et enregistré sous le numéro 81335. »

La mise à pris est fixée à 198,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Labelle, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Labelle, 440, boulevard Paquette, Mont-Laurier, le HUITIÈME jour de FÉVRIER 1989 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
FRANCE GOUGEON

Bureau du shérif
Cour supérieure
Mont-Laurier, le 15 novembre 1988

58821

Longueuil

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Longueuil
Nos 505-05-000386-885
505-18-000062-884

CAISSE POPULAIRE DE LYON, corporation régie par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit, ayant son siège social au 3065, rue de Lyon, ville et district de Longueuil, partie demanderesse, contre JEAN-PIERRE PELLETIER, résidant et domicilié au 353, rue Rouillard, ville de Longueuil, district de Longueuil, et DENYSE RIENDEAU, résidant et domiciliée au 353, rue Rouillard, ville de Longueuil, district de Longueuil, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Chambly, mis en cause.

« Un immeuble situé dans la ville de Longueuil, connu et désigné comme étant la subdivision numéro quatre-vingt-sept du lot originaire numéro cent vingt et un (121-87) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, division d'enregistrement de Chambly; avec bâtisse dessus construite portant le numéro 343, rue Rouillard en la ville de Longueuil. Ainsi que le tout se trouve présentement sans exception ni réserve de la part de l'emprunteur, et sujet également à une servitude en faveur de la Commission Hydroélectrique de Québec et la compagnie de téléphone Bell du Canada établie aux termes d'un acte enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Chambly, sous le numéro 284454. Avec et sujet également au règlement de zonage en faveur de l'aéroport de Saint-Hubert, tel qu'enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Chambly, sous le numéro 486918. »

La mise à prix est fixée à 19 377,50 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le

ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Longueuil, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Chambly, 2555, boulevard Roland-Therrien, Longueuil, QC, le SEIZIÈME jour de JANVIER 1989 à TREIZE heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
ÉLIZABETH S. GOBEILLE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Longueuil, le 9 novembre 1988

58778

Rimouski

Saisie immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Rimouski
Nos 100-18-000014-886
100-05-000132-886

SOCIÉTÉ D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC INC., corporation légalement constituée par la Loi sur les sociétés d'entraide économique (L.R.Q., c. S-25.1), ayant un bureau au 222, boulevard Smith Sud, local 104, Thetford Mines, district de Frontenac, G6G 6N7, partie demanderesse, contre BERNARD MÉTIVIER, journaliste, domicilié et résidant au 66, rue Fournier, Price, district de Rimouski, et DENISE CHAMPAGNE, ménagère, domiciliée et résidant au 66, rue Fournier, Price, district de Rimouski, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Matane, 750, rue du Phare Ouest, Matane, mis en cause.

« Une propriété située au 66, rue Fournier, village de Price, mesurant soixante-trois pieds et soixante-quinze centimètres (63,75 cm) de largeur par cent pieds (100 pi) de profondeur, connu et désigné comme étant le lot numéro onze de la subdivision du lot numéro trente-huit de la subdivision du lot originaire D-A (D-A-38-11) au cadastre officiel pour le rang « A », du canton de Cabot, de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis, en la municipalité du village de Price, division d'enregistrement de Matane; avec la maison mobile dessus érigée à perpétuelle demeure et autres bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances. »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié fait au nom du shérif du district de Rimouski, conformément à l'article 670e du Code de procédure civile, est fixé à 8 700,00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 71).

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Matane, 750, du Phare Ouest, Matane, le MERCREDI ONZIÈME jour de JANVIER 1989 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
NICOLE MÉTHOT

Bureau du shérif
Cour supérieure
Rimouski, le 15 novembre 1988

58822

Saint-Hyacinthe

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Saint-Hyacinthe
Nos 750-05-000297-886
750-18-000031-882

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE, ayant son siège social en la cité d'Ottawa, et un bureau au 2700, boulevard Laurier, Sainte-Foy, district de Québec, partie demanderesse, contre **SERGE RIENDEAU** et **MONIQUE TRUDEAU**, tous deux domiciliés à Fitchbay, district de Saint-François, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'enregistrement de Rouville, partie mise en cause.

Bloc I

Un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Michel-de-Rougemont, connu et désigné comme étant toute la partie dudit lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-huit (ptie 498) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Césaire, division d'enregistrement de Rouville. Ladite partie de terrain est située au sud-ouest du chemin de fer appartenant à la compagnie The Montreal Portland & Boston Railway; bornée comme suit: au nord-ouest par une partie du lot 499, au sud-ouest par la ligne paroissiale, au sud-est par une partie du lot 497 et au nord-est par le chemin de fer en son tracé actuel. Sujet, ledit lot 498, aux servitudes enregistrées à Rouville sous les numéros 72159, 91162, 108441, 112254 et la servitude de non-accès sur la route 112 enregistrée sous le numéro 111939 et à une servitude personnelle de passage en faveur de Paul-Henri Bernard et ses enfants au premier degré, permettant l'accès au lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) à partir de la route publique, tel qu'établi à l'acte enregistré sous le numéro 184147.

La mise à prix est fixée à la somme de 8 864,25 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur comparatif établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, montant minimal que l'acheteur devra payer au shérif au moment même de la vente, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances.

Bloc II

Une certaine ferme sise et située en la municipalité de la paroisse de Saint-Michel-de-Rougemont, composée de:

1. Un certain terrain connu et désigné comme étant toute la partie du lot numéro quatre cent quatre-vingt-seize (ptie 496) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Césaire, division d'enregistrement de Rouville, située au nord-est du chemin public (route 112) en son élargissement actuel. Ladite partie du lot 496 est bornée comme suit: au nord-est par le chemin public, vers le sud-est par le lot 495, vers le sud-ouest par le chemin public (route 112) en son élargissement actuel et au nord-ouest par le lot 497, tous dudit cadastre de la paroisse de Saint-Césaire.

2. Un certain terrain connu et désigné comme étant toute la partie du lot numéro quatre cent quatre-vingt-seize (ptie 496) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Césaire, située au sud-ouest du chemin de fer appartenant à la compagnie « The Montreal Portland & Boston Railway ». Ladite partie du lot 496 est bornée comme suit: au nord-est par le chemin de fer en son tracé actuel, vers le sud-est par le lot 495, vers le sud-ouest par la ligne paroissiale et vers le nord-ouest par le lot 497, tous dudit cadastre de la paroisse de Saint-Césaire.

Avec toutes les constructions y élevées et toutes les servitudes y attachées, notamment, une servitude au profit de « The Southern Canada Power Co. Ltd », enregistrée à Rouville, sous le numéro 72158; une servitude au profit de « The Shawinigan Water and Power Co. Ltd », enregistrée à Rouville sous le numéro 91488; une servitude au profit de la Commission Hydroélectrique de Québec enregistrée à Rouville, sous les numéros 105327 et 107449; une servitude au profit de The Bell Canada enregistrée à Rouville, sous le numéro 112079 et une servitude de non-accès au profit du ministère des Transports du Québec, enregistrée à Rouville, sous le numéro 111939. »

La mise à prix est fixée à la somme de 130 221,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur comparatif établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, montant minimal que l'acheteur devra payer au shérif au moment même de la vente, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances.

Bloc III

Un certain terrain connu et désigné comme étant toute la partie du lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-sept (ptie 497) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Césaire, division d'enregistrement de Rouville, située au sud-ouest du chemin de fer appartenant à la compagnie « The Montreal Portland & Boston Railway ». Ladite partie dudit 497 est bornée comme suit: au nord-ouest par le lot 498, au sud-ouest par la ligne paroissiale, au sud-est par le lot 496 et au nord-est par le chemin de fer en son tracé actuel. Sujet, ledit lot, aux servitudes enregistrées à Rouville, sous les numéros 112254, 111939, 108441, 105327, 91162 et 72159. Sujet, ledit lot 497, à une servitude de droit de passage consenti en faveur de monsieur Paul-Henri Bernard et de ses enfants au premier degré, aux termes de l'acte de vente par Paul-Henri Bernard à Serge Riendeau, reçu devant Bruno Chabot, notaire, le dix-sept décembre mil neuf cent quatre-vingt-un et enregistré à Rouville, le vingt et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-un, sous le numéro 159018.

La mise à prix est fixée à la somme de 60 300,75 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur comparatif établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, montant minimal que l'acheteur devra payer au shérif au moment même de la vente, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances.

Le tout pour être vendu séparément au bureau de la division d'enregistrement de Rouville, 1601, rue Edmond-Guillet, Marieville, le MARDI DIXIÈME jour de JANVIER 1989 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
ROBERT BELISLE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Hyacinthe, le 9 novembre 1988

58816

Terrebonne

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Bedford
No 460-05-000217-872

JEAN BRODEUR, domicilié au 330, Principale, Saint-Alphonse-de-Granby, JOÉ 2A0, partie demanderesse, contre

GASTON ST-PIERRE, domicilié au 145, 61^e Avenue, Pointe-Calumet, J0N 1G0, partie défenderesse.

« Un immeuble connu et désigné comme étant la subdivision officielle numéro trois cent soixante-trois du lot originaire numéro cent huit (108-363) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph-du-Lac, division d'enregistrement de Deux-Montagnes; avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances, portant le numéro d'immeuble 145, 61^e Avenue à Pointe-Calumet. »

La mise à prix est fixée à 8 843,75 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Deux-Montagnes, 140, rue Saint-Eustache, place du chêne, Saint-Eustache, QC, le ONZIÈME jour de JANVIER 1989 à DIX heures.

Le shérif adjoint,

MICHEL ROULEAU, *tech. en droit*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 2 novembre 1988

58776

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Terrebonne.
No 700-12-007674-823

CAROLLE RAYMOND, perceuteur des pensions alimentaires agissant en qualité de saïssant pour **FRANCINE GIROUX**, partie demanderesse, contre **ROBERT LABERGE**, 134, rue Thorncliffe, appartement 202, Rosemère, QC, faisant affaires au 28, Côte Saint-Louis Ouest, appartement 100, Blainville, QC, J7C 1B8, partie défenderesse.

« Une fraction de la propriété étant la bâtisse située au 134, rue Thorncliffe, Rosemère, province de Québec, connue et désignée comme étant le lot originaire numéro neuf cent soixante-seize (lot 976) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, division d'enregistrement de Terrebonne, et plus spécifiquement connu (es) comme:

1. a) La(les) partie(s) exclusive(s) connue(s) et désignée(s) comme étant le(s) lot(s) numéros deux cent deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro neuf cent soixante-seize (lots 976-202) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville.

b) Tout pourcentage de la propriété indivise des lots communs un et deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro neuf cent soixante-seize (lots 976-1 et 2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, afférant à la partie exclusive plus haut décrite tel que prévu à la déclaration de copropriété enregistrée à Terrebonne sous le numéro 720178.

Le pourcentage étant de 2,729 % pour l'appartement, portant le numéro d'appartement 202.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit emplacement; et notamment sujet ledit emplacement aux termes des

actes enregistrés à Terrebonne sous les numéros 196701, 399514, 406439, 680179, 688162, 688163, 693623, 694465 et 690505. »

La mise à prix est fixée à 17 800,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne, situé au 85, de Martigny Ouest, bureau 4.03, Saint-Jérôme, QC, le DIX-HUITIÈME jour de JANVIER 1989 à DIX heures.

Le shérif adjoint,

MICHEL ROULEAU, *tech. en droit*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 2 novembre 1988

58777

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour du Québec — Chambre civile — District de Terrebonne
No 700-02-003102-861

LA CORPORATION MUNICIPALE DU VILLAGE DE SAINTE-AGATHE-SUD, corporation dûment constituée, ayant un bureau sis au 1700, rue Principale en la municipalité de Sainte-Agathe-Sud, district de Terrebonne, partie demanderesse, contre **JEAN-PAUL BÉDARD**, domicilié et résidant au 7704, rue Leclerc en la cité de LaSalle, district de Montréal, partie défenderesse.

« Un morceau de terre situé en la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts dans le 11^e Rang du canton de Morin, faisant partie du lot de terre figurant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts sous le numéro quarante-cinq (45-rq II), mesurant cinquante pieds de largeur dans ses lignes nord et sud sur soixante-quinze pieds de profondeur, mesures anglaises et borné comme suit: au nord par un chemin privé, au sud et à l'est par d'autres parties du même lot quarante-cinq (45) restant la propriété du vendeur et à l'ouest par une autre partie du même lot quarante-cinq (45) appartenant à un nommé Beswell; sans bâtisse. Tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives se rattachant à cet immeuble, notamment avec droits de passage dans le chemin privé longeant la ligne nord du terrain sus-décrit et s'étendant vers l'ouest sur lesdits lots quarante-cinq (45) jusqu'à la route. »

La mise à prix est fixée à 125,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne, 85, de Martigny Ouest, bureau 4.03, Saint-Jérôme,

QC, le TREIZIÈME jour de JANVIER 1989 à QUATORZE heures.

MICHEL ROULEAU,
Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 2 novembre 1988

*Le shérif adjoint,
tech. en droit*

58773

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour du Québec — Chambre civile — District de Terrebonne
No 700-02-001398-883

LA CORPORATION DU VILLAGE DE SAINTE-AGATHE-SUD, corporation dûment constituée, ayant une place d'affaires sise au 1700 de la rue Principale Est, en la municipalité de Sainte-Agathe-Sud, dans le district de Terrebonne, partie demanderesse, contre YVES LAMPRON et DENIS LAMPRON, domiciliés et résidant au 5305, de la rue Bellechasse, ville et district de Montréal, partie défenderesse.

« Un certain emplacement situé dans le comté de Terrebonne, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro sept aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, dans le Neuvième Rang du canton de Morin (Pte 7-R.9), division d'enregistrement de Terrebonne, mesurant cent dix pieds (110 pi) dans sa ligne nord-est, deux cent dix-huit pieds et quarante-cinq centièmes de pied (218,45 pi) dans sa ligne sud-est, cinquante-neuf pieds et soixante-dix-huit centièmes de pied (59,78 pi) dans sa ligne sud-ouest, cent quatre-vingt-deux pieds et soixante-cinq centièmes de pied (182,65 pi) dans sa ligne nord-ouest et comprenant une superficie de seize mille deux cent vingt et un pieds carrés (16 221 pi²) et borné par le sud-ouest par une rue, vers le nord-est, le sud-est et le nord-ouest par partie non subdivisée dudit lot numéro sept, le tout susdit plan et livre de renvoi officiels; le coin sud dudit emplacement étant situé à une distance de cinq cent soixante-neuf pieds et quatre-vingt-dix-sept centièmes de pied (569,97 pi) du coin nord du lot numéro 7-106 dudit cadastre étant mesuré le long des lignes nord-est et est de la rue désignée comme étant le lot 7-83 dudit cadastre. Actuellement vacant. Toutes les mesures ci-dessus sont en mesures anglaises et plus ou moins. Le tout conformément à un plan préparé par Raymond Alain, a.-g., en date du dix (10) juin 1965 et portant le numéro 1045. Tel que le tout se trouve présentement sans exception ni réserve et avec et sujets à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit emplacement. »

La mise à prix est fixée à 278,25 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne, situé au 85, de Martigny Ouest, bureau 4.03, Saint-Jérôme, QC, le TREIZIÈME jour de JANVIER 1989 à DIX heures.

*Le shérif adjoint,
MICHEL ROULEAU, tech. en droit*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 2 novembre 1988

58775

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour du Québec — Chambre civile — District de Terrebonne
No 700-02-001410-885

LA CORPORATION DU VILLAGE DE SAINTE-AGATHE-SUD, corporation dûment constituée, ayant un bureau sis au 1700, rue Principale Est en la municipalité de Sainte-Agathe-Sud, district de Terrebonne, partie demanderesse, contre MANUELLA COUMBIAS, domicilié et résidant au 86, rue Gloucester TH 92 en la cité de Toronto, province d'Ontario, partie défenderesse.

« Un emplacement vacant situé dans la municipalité de Sainte-Agathe-Sud, mieux connu et désigné comme étant le lot numéro cinquante-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux A, rang III, canton de Beresford (2A-53-rg III), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts. Tel que le tout se trouve montré à ce plan préparé par Jean Godon, arpenteur-géomètre, sous le numéro 457 de ses dossiers. Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, sans exception ni réserve et notamment sans limite la généralité de ce qui précède, avec les servitudes enregistrées au bureau d'enregistrement de Terrebonne, sous les numéros 141249, 357921, 362625 et 451295. »

La mise à prix est fixée à 5 906,25 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne, 85, de Martigny Ouest, bureau 4.03, Saint-Jérôme, QC, le TREIZIÈME jour de JANVIER 1989 à QUINZE heures.

*Le shérif adjoint,
tech. en droit*

MICHEL ROULEAU,
Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 2 novembre 1988

58774

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour du Québec — Chambre civile — District de Terrebonne
No 700-02-001393-884

LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE SAINTE-AGATHE-SUD, corporation dûment constituée, ayant un bureau sis au 1700, rue Principale en la municipalité de Sainte-Agathe-Sud, district de Terrebonne, partie demanderesse, contre YEO BEE TIN, domicilié et résidant au APT BLK 10B Braddell Hill 04, Braddell View, Singapore 2057, partie défenderesse.

« 1. Un certain emplacement situé dans la municipalité du village de Sainte-Agathe-Sud, district de Terrebonne, dans le Deuxième Rang du canton de Beresford, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, sous le numéro onze du lot originaire numéro six-A (6A-11-rg II), ayant une superficie de trois mille deux cent quinze mètres carrés et neuf dixièmes de mètre carré (3 215,9 m²).

2. Un certain emplacement situé dans la municipalité du village de Sainte-Agathe-Sud, district de Terrebonne, dans le Deuxième Rang du canton de Beresford, connu et désigné aux plan et livre

de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts sous le numéro douze du lot originaire numéro six-A (6A-12-rg II), ayant une superficie de trois mille quatre-vingt-dix mètres et un dixième de mètre carré (3 090,01 m²).

3. Un certain emplacement situé dans la municipalité du village de Sainte-Agathe-Sud, district de Terrebonne, dans le Deuxième Rang, dans le canton de Beresford, formant une partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, sous le numéro six-A (6A-rg II). Cet emplacement étant un « espace vert », borné vers le nord, nord-ouest par les lots 6A-8, 6A-9, 6A-10, 6A-11, 6A-12 et 6A-1, et par les autres parties du même lot 6A, vers l'est par la ligne de division entre les lots 5 et 6A, rang II, canton de Beresford, vers le sud par le lot 6B du même rang et canton et vers l'ouest par la ligne de division entre les lots 6A et 7A, rang II, canton de Beresford. »

La mise à prix est fixée à 1 937,50 \$ pour le premier emplacement, à 1 937,50 \$ pour le deuxième emplacement et à 2 656,25 \$ pour le troisième emplacement, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne, 85, de Martigny Ouest, bureau 4.03, Saint-Jérôme, QC, le TREIZIÈME jour de JANVIER 1989, à COMPTER DE ONZE heures.

*Le shérif adjoint,
tech. en droit*

MICHEL ROULEAU,
Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 2 novembre 1988

58772

Ventes pour taxes, avis de publication

Ville de Mont-Saint-Hilaire

Avis est donné par la soussignée que les publications prévues par le premier alinéa de l'article 514 de la Loi sur les cités et villes relativement à la vente d'immeubles pour défaut de paiement de taxes par la ville de Mont-Saint-Hilaire, qui aura lieu le 30 novembre 1988, ont été faites au journal « L'Oeil Régional » de Beloeil les trente (30) octobre 1988 et treize (13) novembre 1988. Mont-Saint-Hilaire, le 26 novembre 1988

*Le greffier,
ESTELLE SIMARD, L.L.L., D.D.N.*

58794

Ville de Saint-Rédempteur

Avis public, est, par les présentes, donné par le soussigné, greffier de la ville, conformément à l'article 514 de la Loi sur les cités et villes, qu'un avis public contenant la liste des immeubles à être vendus à l'enchère publique, le 7 décembre 1988, pour défaut de paiement de taxes, a été publié deux fois au journal « Le Peuple Chaudière », les mardis 8 et 15 novembre 1988.

Saint-Rédempteur, le 16 novembre 1988

58817

*Le greffier de la ville,
CLAUDE DESCHÈNES, avocat*

Ville de Sainte-Anne-des-Monts

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, greffier de la ville de Sainte-Anne-des-Monts, que la publication de l'avis et de la liste des immeubles à être vendus le 24 novembre 1988 pour défaut de paiement de taxes, a été faite dans le journal « Le Riverain », aux éditions des 1^{er} et 8 novembre 1988, conformément à l'article 514 de la Loi sur les cités et villes.

Sainte-Anne-des-Monts, le 9 novembre 1988

58779

*Le greffier,
YVAN GAUDREAU, notaire*

Erratum

Ville de Val-d'Or

Émission d'obligations de 246 500 \$.
Datée du 1^{er} décembre 1969

Avis public est, par les présentes, donné que conformément aux dispositions de l'émission en titre, les obligations ci-après désignées ont été tirées au sort pour fin de rachat en date du 1^{er} décembre 1988:

M-161: 1 000 \$, M-171: 1 000 \$, M-175: 1 000 \$, M-178: 1 000 \$, M-194: 1 000 \$, M-197: 1 000 \$, M-211: 1 000 \$, M-212: 1 000 \$, M-245: 1 000 \$, M-246: 1 000 \$.

Les obligations ci-haut désignées cesseront de porter intérêt en date du 1^{er} décembre 1988.

Val-d'Or, le 24 octobre 1988

593

*Le greffier,
NORMAND GÉLINAS*

SPACONCEPT BROMONT INC.

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il corrige l'avis concernant la délivrance d'un certificat de modification, paru à la Gazette officielle du Québec le 1988 10 08, à la page 3846, du numéro 41, relativement à « SPACONCEPT BROMONT INC. », de façon à ce que la date de constitution se lise: « 1986 06 02 ».

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
2437-5800*

594

Arthabaska

LA CAISSE POPULAIRE DE VICTORIAVILLE c. CROTEAU

Dans l'avis de vente par shérif publié à la Gazette officielle du Québec le 12 novembre 1988, veuillez apporter les corrections suivantes:

À la page 4485, dans la quatrième ligne de la description, remplacer « Arthabaska » par « Arthabaskaville ».

À la page 4486, l'heure de la vente aurait dû se lire « DIX heures TRENTE » au lieu de « DIX heures ».

58780







LA DÉSEXISATION ÇA S'APPREND



Pour un genre à part entière

Sapeur-pompier ou sapeuse-pomprière? Un guide destiné aux rédacteurs et rédactrices qui veulent rendre compte de l'exacte présence des femmes sur le marché du travail tout en respectant les règles de la langue française. Divisé en deux parties, il porte sur les règles de rédaction et sur la féminisation des titres et fonctions.

Ministère de l'Éducation
1988, 36 pages
EQQ 25049-8

4,95 \$

En vente dans nos librairies,
chez nos concessionnaires,
et chez votre libraire habituel.

Vente et information :
(418) 643-5150
(sans frais) 1-800-463-2100

Québec



Port de retour garanti
Gazette officielle du Québec
1279, boulevard Charest ouest
Québec
G1N 4K7

ISSN 0703-5756

